

CLAUSE SOCIALE 1/3
DU CAHIER DES CHARGES DU CONTRAT DE CONCESSION FORESTIERE
GARANTIE 20/03 SODEOFR

Entre :

1) La communauté locale du Groupement Bahanga concernée par les quatre premières Assiettes Annuelles de Coupe dont la liste des composantes est reprise en *annexe 01*,

située dans :

la Chefferie de **Wahanga**
le Territoire de **Basoko**,
le District de **Tshopo**,
la Province **Orientale**,
en République Démocratique du Congo,

Représentée par : Mrs ⁽¹⁾

Chef de Groupement **NGONDA BULUBULU JEAN ROBERT**

Village : Bahanga 1

Chef de Village : **DJAGI MOTOKALEBO**
Chefs de Terre : **DJAMBWA KOTAMBOLA**
 BOKOMBO YUMA

Village : Bahanga 2

Chef de Village : **ABANDA DJAMUNGA**
Chefs de Terre : **YENGA BOLITA**
 KAGINATU BUBU
 MUSAFIRI PAUL
 MUDJIMBI GILBERT
 KISILANI PIERRE
 ASAMBWA CELESTIN
 SAMEDI MODAKU
 KOTO BERNARD
 BALINGA,PELA
 MOLIA AMBWA
 EBOOTA LIMWA

⁽¹⁾ Noms et qualité

Sey



Membres du Comité de Négociation

YENGA BOLITA	Membre et Président du comité de négociation
ABANDA DJAMONGO	Membre et Vice-Président du comité de négociation
EBOTA LIMWA	Membre du comité de négociation
MASAFILI PAUL	Membre du comité de négociation
TUNA MOTEMA	Membre du comité de négociation
DJAGI MOTOKALE	Membre du comité de négociation
KOTHO BERNARD	Membre du comité de négociation
MOSEMA MOKEMA	Membre du comité de négociation
KABINATU AUGUSTIN	Membre du comité de négociation
NDJANGI MICHEL	Membre du comité de négociation

Le Groupement Bahanga certifie, en date du 31 août 2011, qu'il n'y a pas de peuples autochtones sur son territoire.

et ci-après dénommée « la communauté locale », d'une part ;
et

2) La Société de Développement Forestier, en sigle SODEOFR, immatriculée au registre de commerce sous le numéro 32414-Kin, ayant son siège au n°2165, avenue des Poids Lourds, commune de La Gombé, ville de Kinshasa, en République Démocratique du Congo, représentée par Mr José Albano Maia Trindade, ci-après dénommée « le concessionnaire forestier », d'autre part; qui a donné délégation de signature à Monsieur Richard Garrigue, Responsable de la Certification *annexe 02*.

Etant préalablement entendu que :

- la société

est titulaire du titre forestier ⁽²⁾, figurant *en annexe 3*, n° 20/03. du 4 avril 2003, en application de l'arrêté n° 020/CAB/MIN/AFF-ET/03 du 4 avril 2003, jugé convertible en contrat de concession forestière, comme notifié par lettre, figurant *en annexe 4*, n°4831/CAB/MIN/ECN-T/15/JEB/2008 du 6 octobre 2008 et couvrant une superficie de 181 000 hectares dont 166 634 hectares utiles d'après le récapitulatif des surfaces exploitables établi par la DIAF, en date du 15 août 2011 figurant *en annexe 5* et la carte de stratification figurant *en annexe 6*.

(²) Garantie d'Approvisionnement ou Lettre d'Intention



- la communauté locale est riveraine de la concession forestière concernée; ces forêts sont situées sur la rive droite de la rivière Arwimi, affluent du fleuve Congo, en amont de la ville de Basoko cf : cartes localisation de la Garantie d'Approvisionnement figurant *en annexe 7*.

La communauté locale y jouit traditionnellement de droits coutumiers ainsi qu'en atteste l'étude socio-économique.

- les limites de la partie de la concession forestière concernée par le présent contrat (cf. article 2 ci-dessous) ont été fixées de commun accord entre parties, particulièrement par rapport aux terroirs de la communauté locale, cf : PV de délimitation et Carte des Groupements figurant *en annexe 8*, et sont consignées dans le plan de gestion, et dans le plan d'aménagement de la concession au moment de son approbation.
- Mr. ANDAFELO YENGA MOSONGO Denis, Chef de BUREAU, matricule 122 237 (3), Administrateur de Territoire Assistant représentant Mr NTAMONPALAZE Pascal Administrateur de Territoire, assiste à la signature du présent accord en qualité de témoin et garant de la bonne application du présent contrat.

(³) Noms, n° matricule et grade



3

X P G P D U 1 2 3 4 5 6 7 8 9 0

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Chapitre 1^{er} : Des dispositions générales

Article 1^{er} :

Le présent accord constitue la clause sociale du cahier des charges du contrat de concession forestière.

Il a pour objet principal, conformément à l'article 13 de l'annexe 2 de l'arrêté n°28/CAB/MIN/ECN-T/27/JEB/08 du 7 août 2008 fixant les modèles de contrat de concession d'exploitation des produits forestiers et de cahier des charges y afférent, d'organiser la mise en œuvre des engagements du concessionnaire forestier relatifs à la réalisation des infrastructures socio-économiques et services sociaux au profit de la communauté locale.

Il vise aussi à régler les rapports entre les parties en ce qui concerne la gestion de la concession forestière.

Article 2 :

Pendant la période de préparation du plan d'aménagement, cet accord fait partie du plan de gestion, annexé au cahier des charges, qui décrit l'ensemble des investissements et des activités qui sont entreprises et réalisées par le concessionnaire pendant les quatre premières années du contrat de concession, et se rapporte aux quatre premières assiettes annuelles de coupe, conformément à l'article 1 de l'annexe 1 de l'arrêté n°28/CAB/MIN/ECN-T/27/JEB/08 précité.

Lorsque le plan d'aménagement, annexé de son cahier des charges, est approuvé, cet accord couvre alors une période de cinq années, comme l'indique l'article 17 de l'annexe 1 de l'arrêté n°28/CAB/MIN/ECN-T/27/JEB/08 précité, et se rapporte à un nouveau (*) bloc de cinq assiettes annuelles de coupes.

Article 3 :

Les parties peuvent de commun accord et moyennant un avenant, modifier une quelconque clause du présent accord.

(*) En effet, tous les cinq ans, le concessionnaire passe à un nouveau bloc d'exploitation de cinq assiettes annuelles de coupe et un nouvel accord est établi qui vient actualiser le cahier des charges.



Chapitre 2 : Obligations des parties

Section 1^{ère} : Obligations du concessionnaire forestier

Article 4 :

Les obligations spécifiques légales, telles que prescrites par l'article 89, alinéa 3, point c, du Code forestier, incombant au concessionnaire forestier en matière d'infrastructures économiques et des services sociaux portent spécialement sur (i) la construction, l'aménagement des routes ; (ii) la réfection, l'équipement des installations hospitalières et scolaires ; (iii) les facilités en matière de transport des personnes et des biens.

Dans ce cadre, le concessionnaire forestier s'est engagé (voir compte rendu des réunions de négociation *en annexe 9*), à financer à travers le Fonds de Développement (cf. article 11), au profit de la communauté locale, la réalisation des infrastructures socio-économiques ci-après :

- Construction, aménagement des routes :

Route allant de Yambomba à Bunga d'une longueur de 25 km et comportant 5 ponts

- Réfection, équipement des installations hospitalières et scolaires :

1. 1 école primaire de 8 classes équipée à Bahanga 1 et comportant un bureau et des latrines.
2. 1 école secondaire de 6 classes équipée à Bahanga 1 et comportant un bureau et des latrines.
3. 1 centre de santé équipé à Bahanga 1

- Facilités en matière de transport des personnes et des biens :

- En ce qui concerne l'embarquement sur les pontons SODEFOR, un certain nombre de règles sont applicables et acceptées par la communauté locale :

Pour respecter des impératifs de sécurité et les contrats souscrits auprès des compagnies d'assurance, ce nombre est limité à 15 personnes par ponton.

Chaque personne est autorisée à embarquer avec un maximum de cinq sacs. Ce chiffre correspond aux biens (produits vivriers ou autres) nécessaires à une famille pour un mois.

Les personnes souhaitant embarquer doivent en demander l'autorisation au chef de chantier afin de figurer sur la liste des passagers.

Toutefois, un ordre de priorité d'embarquement est fixé suivant les modalités suivantes :



Passagers de priorité 1 : les travailleurs du concessionnaire forestier ou les membres de leur famille

Passagers de priorité 2 : les ayants droits coutumiers, ou un membre de leur famille, avec lesquels le concessionnaire forestier a signé une convention.

Passagers de priorité 3 : les personnes des Groupements dans lesquels SODEFOR travaille.

Passagers de priorité 4 : toute personne n'appartenant pas à l'une des trois catégories précédentes

- En ce qui concerne le transport terrestre, la Sodefor s'engage à autoriser ses véhicules à prendre à leur bord, dans la mesure du possible, tout membre de la communauté locale allant dans la même direction qu'eux.

Toutefois, cette autorisation ne concernera que les véhicules conçus pour assurer un transport décent des personnes (ex : jeep, bennes....).

Ce transport sera assuré dans le strict respect des normes et conditions des assurances

- Autres :

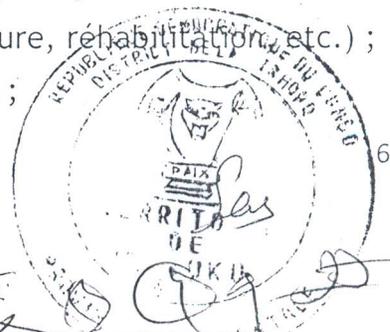
- + 1 maison pour le chef de groupement
- + 1 maison pour le chef de chefferie
- + 2 rizeries
- + 150 tôles pour 3 villages à raison de 50 tôles par village
- + 2 machines à briques
- + le nivellement de 5 stades
- + 2 moteurs de 40 CV
- + 500 machettes

Article 5 :

Comme indiqué à l'article 3 de l'annexe 2 de l'arrêté n°28/CAB/MIN/ECN-T/27/JEB/08 précité, sont apportées en *annexe 10* des informations plus détaillées se rapportant aux engagements prévus à l'article 4 du présent accord et concernant : 1) les plans et spécifications des infrastructures, 2) leur localisation et la désignation des bénéficiaires, 3) le chronogramme prévisionnel de réalisation des infrastructures et de fourniture des services ainsi que 4) les coûts estimatifs s'y rapportant.

En ce qui concerne les travaux de construction et d'aménagement des routes et pistes, il est noté de manière indicative pour chaque tronçon concerné :

- le plan du tracé et le kilométrage qui lui correspond ;
- la nature des travaux routiers à réaliser (ouverture, réhabilitation, etc.) ;
- les ouvrages d'art à installer (ponts, radiers, ...) ;



- les engins et le matériel à mobiliser pour la réalisation (bulldozer, chargeuse, niveleuse, camion-benne, etc.) ;
- les temps d'utilisation à prévoir pour chaque engin et matériel ;
- les coûts d'utilisation correspondants par unité de temps.

Article 6 :

Les coûts d'entretien et de maintenance des infrastructures sont à considérer spécifiquement dans la mesure où ils vont devoir s'appliquer bien au-delà ⁽⁵⁾ de la période d'exploitation des 4 ou 5 assiettes annuelles de coupe sur lesquelles sont prélevées les ressources forestières et calculées les ristournes, destinées à financer la réalisation des infrastructures socio-économiques au bénéfice de la communauté locale ayant droit.

La prise en charge de ces coûts d'entretien et de maintenance des infrastructures est assurée par le Fonds de Développement (cf. article 11), selon l'un des mécanismes suivants ⁽⁶⁾ :

- affectation, chaque année et quelle que soit la zone exploitée, de 5 % du total des ristournes de manière à mutualiser les coûts récurrents se rapportant aux infrastructures déjà réalisées sur l'ensemble de la concession ; un programme prévisionnel chiffré d'entretien et de maintenance, sur les 4 ou 5 années à venir, des infrastructures socio-économiques déjà réalisées au bénéfice de l'ensemble des communautés locales et/ou peuples autochtones riverains ayants-droit sur la concession forestière est joint en *annexe 11*.

Article 7 :

Certains des coûts de fonctionnement des installations hospitalières et scolaires, notamment les rémunérations des enseignants et des personnels de santé, sont du ressort de l'Etat.

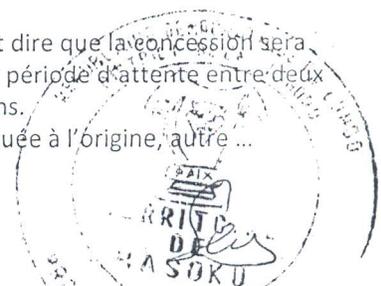
Si des retards venaient à être constatés dans le déploiement des personnels administratifs, le Comité de Gestion Local, prévu à l'article 12 ci-dessous, peut, de manière transitoire et en attendant que les agents désignés soient affectés, recruter localement et financer sur les ressources du Fonds de Développement (cf. article 11 ci-dessous), des personnels aptes à remplir ces fonctions.

Article 8 :

Concernant les frais de fonctionnement autres que les rémunérations des personnels d'éducation et de santé, c'est-à-dire les fournitures scolaires, les produits pharmaceutiques, etc. le concessionnaire apporte sa contribution en finançant gratuitement le transport depuis Kinshasa ou une autre ville plus proche.

⁽⁵⁾ le plan d'aménagement sera réalisé sur une durée de 25 ans, ce qui veut dire que la concession sera exploitée selon un programme de 25 assiettes annuelles de coupe et que la période d'attente entre deux passages en coupe sur la même assiette annuelle sera précisément de 24 ans.

⁽⁶⁾ préciser le mécanisme retenu : mutualisation des coûts, provision effectuée à l'origine, autre ...



X P ...

Article 9 :

A compétences égales, le concessionnaire forestier s'engage à recruter la main d'œuvre de son entreprise au sein de la communauté locale.

Article 10 :

Conformément à l'article 44 du code forestier, le concessionnaire forestier s'engage à respecter l'exercice par la communauté locale des droits d'usage traditionnels lui reconnus par la loi notamment :

- le prélèvement de bois de chauffe ;
- la récolte des fruits sauvages et des chenilles ;
- la récolte des plantes médicinales ;
- la pratique de la chasse et de la pêche coutumières.

Les modalités d'exercice des droits définis à l'alinéa 1^{er} ci-dessus sont définies en *annexe 12*. Le concessionnaire forestier s'engage à en faire mention dans le plan d'aménagement de la concession.

Article 11 :

Il est institué un fonds dénommé « Fonds de Développement » pour financer la réalisation des infrastructures définies à l'article 4 ci-dessus ainsi que les dépenses prévues aux articles 6 et 7.

Le Fonds de Développement est constitué du versement par le concessionnaire d'une ristourne de deux à cinq dollars américains par mètre cube de bois d'œuvre prélevé dans la concession forestière, selon le classement de l'essence concernée, publié dans le guide opérationnel de la Direction Inventaire et Aménagement Forestiers. Soit :

- 5 \$/m³ pour l'afrormosia
- 4 \$/m³ pour les autres bois de classe 1
- 3 \$/m³ pour les bois de classe 2
- 2 \$/m³ pour les bois de classe 3 et 4

Les volumes sous aubier de bois considérés sont portés sur les déclarations trimestrielles de production de bois d'œuvre.

Toutefois, pour permettre le démarrage immédiat des travaux, le concessionnaire forestier s'engage à dégager, à la signature du présent accord, un préfinancement de 10% du coût total des travaux d'infrastructures socio-économiques (deux cent soixante-deux mille sept cent dix-sept dollars) présentés à l'article 4 ci-dessus.

A cet effet, SODEFOR ouvre dans ses livres ce jour, 1^{er} septembre 2011, un compte spécial pour le Groupement Bahanga et le crédite d'un montant de vingt-six mille deux cent soixante et onze dollars (26 271 \$).

Ces 10% constituent une avance sur les ristournes à verser sur les volumes de bois prélevés dans le bloc d'exploitation considéré qui regroupe, selon les cas, 4 ou 5 assiettes annuelles de coupes et sont remboursables à la fin de la période considérée.



Article 12 :

Le Fonds de Développement est géré par un Comité Local de Gestion (CLG) composé d'un délégué du concessionnaire forestier et d'au moins cinq représentants élus de la communauté locale.

Sur demande de la communauté locale, le concessionnaire forestier accepte qu'un représentant de la société civile fasse partie du CLG en qualité d'observateur.

Article 13 :

Outre un président désigné par les membres de la communauté locale et travaillant sous la supervision du chef de la communauté, le CLG comprend un trésorier, un secrétaire rapporteur et plusieurs conseillers.

Dès sa mise en place, le CLG est installé officiellement par l'Administrateur de Territoire.

Article 14 :

La Communauté locale a décidé de consigner le Fonds de Développement auprès du concessionnaire forestier.

Celui-ci s'engage à rendre accessibles les ressources financières au CLG, selon des modalités fixées de commun accord par les parties.

Section 2 : Obligations de la communauté locale

Article 15 :

La communauté locale s'engage à concourir à la gestion durable de la concession forestière et à contribuer à la pleine et libre jouissance par le concessionnaire de ses droits.

Article 16 :

La communauté locale s'engage à collaborer à la lutte contre le braconnage et l'exploitation illégale dans la concession forestière et à sensibiliser ses membres à cette fin.

Article 17 :

La communauté locale s'engage à collaborer avec le concessionnaire forestier pour maîtriser tout incendie survenu à l'intérieur de la forêt concédée ou dans une aire herbeuse attenante à la susdite forêt.



Article 18 :

La communauté locale s'engage à prendre toute disposition appropriée pour que ses membres contribuent à la protection du personnel et du patrimoine d'exploitation du concessionnaire forestier.

Tout préjudice subi du fait d'actes de violence ou de voies de fait sur le personnel du concessionnaire forestier ou d'actes de vandalisme sur son patrimoine d'exploitation perpétrés par un ou plusieurs membres de la communauté locale, entraîne réparation.

Article 19 :

La communauté locale s'engage à collaborer avec le concessionnaire forestier pour que les voies établies par ce dernier pour l'évacuation de son bois ne soient pas utilisées par d'autres exploitants, sauf exercice d'un droit lié à une servitude légale ou conventionnelle.

De même, la communauté locale s'abstient de favoriser l'accès à des fins illégales des susdites voies aux communautés et/ou peuples autochtones non riverains de la concession forestière.

Chapitre 3 : Suivi de la mise en œuvre du présent contrat

Article 20 :

Aux fins d'assurer le suivi et l'évaluation de l'exécution des engagements pris en vertu du présent contrat, il est institué un Comité Local de Suivi (CLS) ;

Article 21 :

Le CLS est présidé par l'Administrateur de Territoire ou son délégué et est composé d'un délégué du concessionnaire forestier et d'au moins trois représentants élus de la communauté locale en dehors des membres du CLG .

Les parties acceptent que l'ONG _____ représentée par
Mr _____ siège en qualité de membre effectif du CLS.

Article 22 :

Le CLS examine le rapport trimestriel d'activités du CLG, particulièrement en ce qui concerne la réalisation des infrastructures socio-économiques et le calendrier y afférent.

Il peut, en cas de besoin, entendre le président ou tout autre membre du CLG.

Il peut également faire appel à une expertise qualifiée pour l'éclairer sur toute question inscrite à l'ordre du jour de sa réunion.

Article 23 :

Le CLS se réunit en session ordinaire tous les trois mois sur convocation de l'Administrateur de Territoire.

[Handwritten signatures and stamps]

10



Il peut aussi, à tout moment et selon le besoin, tenir une session extraordinaire sur convocation de l'Administrateur de Territoire, à l'initiative de l'une des parties au présent contrat.

Ses décisions sont prises par consensus et sont consignées dans un procès-verbal signé par tous les membres présents.

Article 24 :

Il est versé aux membres du CLG et du CLS un jeton de présence dont le taux est fixé à 10 US\$.

Les frais d'organisation des réunions des deux comités sont prélevés sur le Fonds de Développement.

Toutefois, la somme totale des frais couvrant les dépenses prévues aux alinéas ci-dessus ne peuvent excéder 10% du financement total des travaux de réalisation des infrastructures concernées par le présent accord.

Chapitre 4 : Clauses diverses

Section 1 : Règlement des différends

Article 25 :

Tout litige ou contestation né de l'interprétation ou de l'exécution du présent accord est, si possible, réglé à l'amiable entre les parties.

A défaut d'un arrangement, les parties s'engagent à soumettre le litige à la commission de règlement des différends forestiers prévue par l'article 104 du Code forestier et organisé par l'arrêté ministériel n° 103/CAB/MIN/ECN-T/JEB/09 du 16 juin 2009. Au cas où le différend persiste, la partie non satisfaite peut saisir le tribunal compétent de droit commun.

Article 26 :

Pour l'exécution du présent contrat, la communauté locale a le droit de se faire assister par une personne physique ou une ONG de leur choix.

Section 2 : Dispositions finales

Article 27 :

Le présent accord produit ses effets à la date de sa signature par les parties et l'Administrateur de Territoire en tant que témoin et garant de la bonne application du présent contrat. Il remplace et annule tout autre accord qui aurait existé entre les parties du présent accord.

Article 28 :

Le présent accord est établi en cinq (5) exemplaires originaux et remis à chacune des parties, à l'Administrateur de Territoire, à l'administration forestière

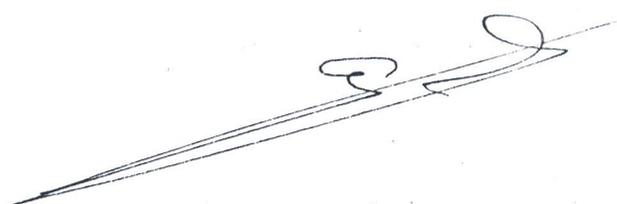
[Handwritten signatures and stamps at the bottom of the page]

11

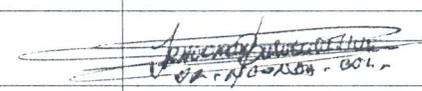
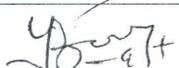
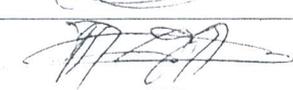
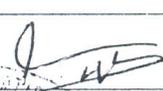
provinciale et à l'administration centrale des forêts pour son annexion au contrat de concession forestière.

Fait à Lileko, le 2 septembre 2011

Pour le concessionnaire forestier
Richard GARRIGUE
Responsable de la Certification



Pour la communauté locale

Nom	Qualité	Village	Signature
NGONDA BULUBULU JEAN ROBERT	Chef de Groupement		
DJAGI MOTOKALEBO	Chef de Village	Bahanga 1	
DJAMBWA KOTAMBOLA	Chef de Terre	Bahanga 1	
BOKOMBO YUMA	Chef de Terre	Bahanga 1	
ABANDA DJAMUNGA	Chef de Village	Bahanga 2	
YENGA BOLITA	Chef de Terre	Bahanga 2	
KAGINATU BUBU	Chef de Terre	Bahanga 2	
MUSAFIRI PAUL	Chef de Terre	Bahanga 2	
MUDJIMBI GILBERT	Chef de Terre	Bahanga 2	
KISILANI PIERRE	Chef de Terre	Bahanga 2	
ASAMBWA CELESTIN	Chef de Terre	Bahanga 2	
SAMEDI MODAKU	Chef de Terre	Bahanga 2	
KOTO BERNARD	Chef de Terre	Bahanga 2	



COMMUNIQUE FINAL DES JOURNEES DES NEGOCIATIONS DES CLAUSES SOCIALES DE
CAHIER DES CHARGES ENTRE LA SOCIETE DE DEVELOPPEMENT FORESTIER,
SODEFOR ET LES COMMUNAUTES DES GROUPEMENTS BAHANGA, IONGO ET
LIKOMBE, SECTEUR BANGELEMA/MONGANDJO ET CHEFFERIE WAHANGA EN
TERRITOIRE DE BASOKO, DISTRICT DE LA TSHOPO, PROVINCE ORIENTALE

Du 30 août au 02 septembre 2011
DANS LA SALLE DE CLASSE DE L'ECOLE PRIMAIRE X O LILEKO

Il s'est tenue du 30 août au 02 septembre 2011, sous le hangar construit dans la cour de l'école primaire Bahanga dans la localité Lileko, trois journées des négociations des clauses sociale de cahier des charges entre la Société de Développement Forestier, SODEFOR en sigle, et les Groupements Bahanga, Ilongo et Likombe situés dans le Secteur Bangelema/Mongandjo et chefferie Wahanga, Territoire de Basoko, District de la Tshopo en Province Orientale, négociations relatives à l'exploitation de la garantie 20/03 suivant les prescrits de l'Arrêté 023 du 07 juillet 2010 du Ministère en charge de l'Environnement, Conservation de la Nature et Tourisme, journées qui ont connu la participation de 26 délégués du Groupement Bahanga, 30 délégués du Groupement Ilongo, 19 délégués du Groupement Likombe, 2 délégués de la SODEFOR, 1 délégué de FIB et 2 délégués des organisations de la société civile provinciale, cela en présence de l'Administrateur du Territoire Assistant de Basoko, du chef de Secteur Bangelema/Mongandjo et de chefferie Wahanga.

Plusieurs mots de circonstance ont été prononcé par les autorités et responsables de la société, lesquels se sont centré sur le vœu de voir l'aboutissement heureux des négociations. L'Administrateur du Territoire Assistant, présent à ses assises, a, après avoir remercié les uns et les autres, relevé le défis de l'exploitation forestière durable, et a, au nom de son Titulaire empêché, déclaré ouvert ses assises.

Neuf temps forts ont caractérisé ces journées des négociations, à savoir :

- La cérémonie officielle ;
- La présentation, l'identification et validation des mandants des délégués aux négociations ;
- La mise sur pied des comités des négociations ;
- Les exposés suivis des échanges ;
- La conciliation des budgets des projets des besoins des communautés ;
- Présentation des plannings des réalisations des projets
- Lecture des clauses sociales complétées
- La mise sur pied et l'installation des comités de gestion et de suivi
- La signature des cahiers des charges ;

Quant à la signature de la clause sociale de cahier des charges entre la SODEFOR et les trois Groupements Bahanga, Ilongo et Likombe, la cérémonie a été présidée par l'Administrateur Assistant du Territoire Basoko, Monsieur Denis ANDAFELO YENGA MOSONGO.



A l'issue de ces journées des négociations, trois comités de gestion et trois comités de suivi ont été mis en place dont la composition se présente de la manière suivante :

1. Groupement Bahanga :

A. Comité de gestion :

- Président : NDJANGI SAMBO
- Trésorier : TOKOMEKA BOKPAMU
- Secrétaire rapporteur : MOSEMA MOKEMA
- Conseillers : YENGA BOLITA
MOZIMBI
ATAKE LEMBOLOWA
ISALI BOLINGO
MBULA GBONDOLI
MOLESIA KOTO
SAMEDI MODAKO
MOSEMA KOSINO (société civile)
MOSEMA MALINGI
NGUMA BATITIGO (Agent SODEFOR)

B. Comité de suivi :

- Président : Administrateur du Territoire ou son délégué
- Membres : BASAPE BALENGA
YENGA KATANINGI
MOSAFILI LIKAKA
TUNA MOTEMA
KAGINATU BUBU
DJAMBWA KALIETO
BALINGA PELA
NGAZA KOTO
MOLIA AMBWA
EBO TALIMWA
MOBUKULU Charlotte
Me MOSEMA AMBASU (Avocat)
BOSUA Augustin(SODEFOR)

2. Groupement Ilongo :

C. Comité de gestion :

- Président : ELOMBO NGIMA SONGO
- Trésorier : ETIMELA EBOMA Charlotte
- Secrétaire rapporteur : LIKATA MALOPE Georges
- Conseillers : LIMBUNGU Antoinette
ELUMBE YENGAYENGA
ELOMBO ESILI
LINDOMBALO Angèle
MOTOSIA Jean
AMBEKWANE Jacques (société civile)
NGUMA BATTITIGO (Agent SODEFOR)

D. Comité de suivi :

- Président : Administrateur du Territoire ou son délégué
- Membres : MEFELA MOKOPE Gilbert
LEKUMU MEBWA J.P



BOSULU NDOMBE José
LIMBUNGU Paulin
KANDA KOLOKOTA
MAKAMBO LITUNGE François
BOFOE Godefroid (agent PRAPO)
BOSUE Augustin (Agent SODEFOR)

3. Groupement Likombe :

E. Comité de gestion :

- Président : BABAIKE –WA-LIKUNDE Jean Pierre
- Trésorier : BASOKO MOTEMA Michel
- Secrétaire rapporteur : MONDIMO François
- Conseillers : MAKANDA Gérard
KPETA ATISE Edouard
MONGANGA MAWA
KITOKO Hélène
LIFOLI François
MEKASO ENGBA ALUSA
SALISALI (Société civile)
NGUMA BATITIGO (Agent SODEFOR)

F. Comité de suivi :

Président : Administrateur du Territoire ou son délégué

Membres : BAISOLE LOKALEMA Richard

MEYOLO BOKOMBELA
ADJOKI Edouard
LOKUMETE Jean Claude
MOYOLI EBONGE
BILIMA Denis
KAMENI Pierre
KAMENI Gaston
MONDIMO
ISOMALAMBE MBOMBO (Agent PRAPO)
BOSUE Augustin (Agent SODEFOR)

Commencée à 09 heures locales, la séance s'est clôturée à 14 heures.

Ainsi fait à Lileko, le 02 septembre 2011

Pour le secrétariat,


Marie BOUNDAWANA YAIFO

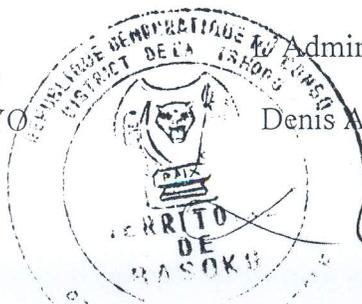
Chargée des études et questions de savoirs endogènes pygmées /OSAPY

Le Modérateur


Celestin Rapul BAMONGOYO

Administrateur du Territoire Assistant

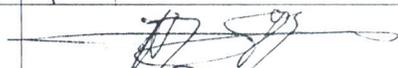
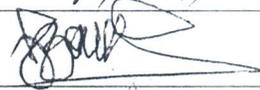
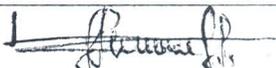
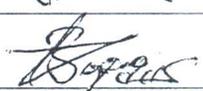
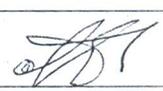
Denis ANDAFELO YENGA MOSONGO

**Province Orientale –District de Tshopo- Territoire de Basoko-
Chefferie de Wahanga Groupement Bahanga -**

Procès- Verbal d'élection de l'un des membres de la communauté locale pour constituer le comité de suivi de la clause sociale du cahier des charges pour le compte du Groupement Bahanga,

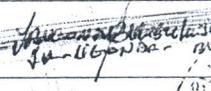
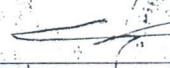
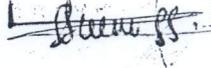
Sachant que l'Administrateur du Territoire ou son représentant est, de par la loi, Président du Comité de Suivi, nous, membres de la Communauté Locale du Groupement Bahanga – Chefferie de Wahanga, Territoire de Basoko, District de Tshopo, Province Orientale, avons en date de ce 1^{er} septembre 2011, après consultation, élu les personnes suivantes en qualité de membres du comité de suivi de la clause sociale du cahier des charges avec la Sodefor; titre n° 20/03.

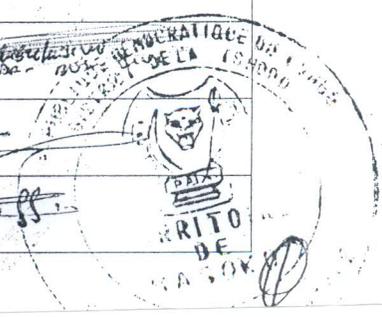
	NOM	FONCTION	SIGNATURE
1	BASAPE BELENGA	Secrétaire	
2	YENGA KATANINGI	Conseiller	
3	MOSAFILI LIKAKA	Conseiller	
4	TUNA MOTEM	Conseiller	
5	KAGITANU BUBU	Conseiller	
6	DJAMBWA KALIETO	Conseiller	
7	BALINGA PELA	Conseiller	
8	NGAZA KOTO	Conseiller	
9	MOLIA AMBWA	Conseiller	
10	EBO TALIMWA	Conseiller	
11	MOBUKELE CHARLOTTE	Conseiller	

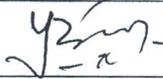
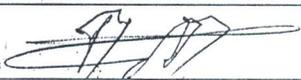
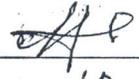
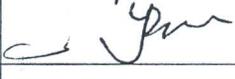
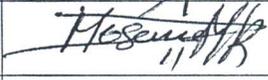
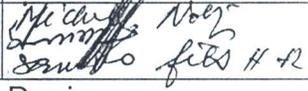
12 RE ROSEMA ANBASU Conseiller
Représentant du Concessionnaire désigné par celui-ci :

	NOM	FONCTION	SIGNATURE
1	AUGUSTIN BOSWE	Chef de Chantier	

En foi de quoi, ce procès-verbal est établi et signé par les membres de la Communauté Locale du Groupement Bahanga, ci-après :

Nom	Qualité	Village	Signature
NGONDA BULUBULU JEAN ROBERT	Chef de Groupement		
DJAGI MOTOKALEBO	Chef de Village	Bahanga 1	
DJAMBWA KOTAMBOLA	Chef de Terre	Bahanga 1	



BOKOMBO YUMA	Chef de Terre	Bahanga 1	
ABANDA DJAMUNGA	Chef de Village	Bahanga 2	
YENGA BOLITA	Chef de Terre	Bahanga 2	
KAGINATU BUBU	Chef de Terre	Bahanga 2	
MUSAFIRI PAUL	Chef de Terre	Bahanga 2	
MUDJIMBI GILBERT	Chef de Terre	Bahanga 2	
KISILANI PIERRE	Chef de Terre	Bahanga 2	
ASAMBWA CELESTIN	Chef de Terre	Bahanga 2	
SAMEDI MODAKU	Chef de Terre	Bahanga 2	
KOTO BERNARD	Chef de Terre	Bahanga 2	
BALINGA PELA	Chef de Terre	Bahanga 2	
MOLIA AMBWA	Chef de Terre	Bahanga 2	
EBOOTA LIMWA	Chef de Terre	Bahanga 2	
YENGA BOLITA	Membre et Président du comité de négociation	Bahanga	
ABANDA DJAMONGO	Membre et Vice-Président du comité de négociation	Bahanga	
EBOTA LIMWA	Membre du comité de négociation	Bahanga	
MASAFILI PAUL	Membre du comité de négociation	Bahanga	
TUNA MOTEMA	Membre du comité de négociation	Bahanga	
DJAGI MOTOKALE	Membre du comité de négociation	Bahanga	
KOTHO BERNARD	Membre du comité de négociation	Bahanga 2	
MOSEMA MOKEMA	Membre du comité de négociation	Bahanga	
KABINATU AUGUSTIN	Membre du comité de négociation	Bahanga	
NDJANGI MICHEL	Membre du comité de négociation	Bahanga	

Handwritten initials and marks.



ANDAFELO YENGA MOSONGO Denis,
 Administrateur de Territoire Assistant
 représentant Mr NTAMONPALAZE Pascal
 Administrateur de Territoire,

Handwritten signature of Andafele Yenga Mosongo Denis.

**Province Orientale –District de Tshopo- Territoire de Basoko-
Chefferie Wahanga- Groupement Bahanga -**

Procès- Verbal d'élection de l'un des membres de la communauté locale pour constituer le comité de gestion de la clause sociale du cahier des charges pour le compte du Groupement Bahanga,

Sachant que le Chef de Groupement supervise, de par la loi, le Comité de Gestion, nous, membres de la Communauté Locale du Groupement Bahanga – Chefferie de Wahanga, Territoire de Basoko, District de Tshopo, Province Orientale, avons en date de ce 1^{er} septembre 2011, après consultation, élu les personnes suivantes en qualité de membres du comité de gestion de la clause sociale du cahier des charges avec la Sodefor ; titre n° 20/03.

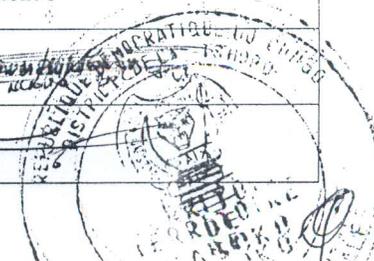
	NOM	FONCTION	SIGNATURE
1	NDJAGI SAMBO	Président	<i>Michiel Ndjagi Sambo fils A.R</i>
2	MOSEMA MOKEME	Secrétaire	<i>Mosema Mokeme</i>
3	TOKOMEKA BOKPAM	Trésorier	
4	YENGA BOLITA	Conseiller	<i>Yenga Bolita</i>
	MOZIMBI	Conseiller	<i>Mozimbi</i>
5	ATAKE LEMBOLOA	Conseiller	
6	ISALI BOLINGO	Conseiller	
7	MBULA GBONDOLI	Conseiller	
9	MOLESIA KOTO	Conseiller	<i>Molesia Koto</i>
10	SAMEDI MODAKU	Conseiller	
11	MOSEMA KOSINO	Observateur société civile	
12	MOSEMA MALINGI	Conseiller	

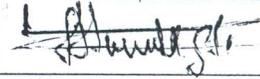
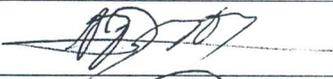
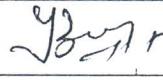
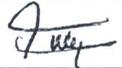
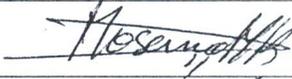
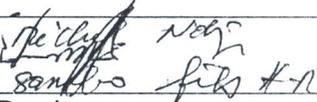
Représentant du Concessionnaire désigné par celui-ci :

	NOM	FONCTION	SIGNATURE
1	NGUMA BATITIGO	Comptable	<i>Nguma Batitigo</i>

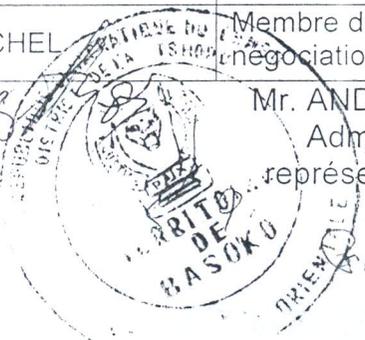
En foi de quoi, ce procès-verbal est établi et signé par les membres de la Communauté Locale du Groupement Bahanga, ci-après :

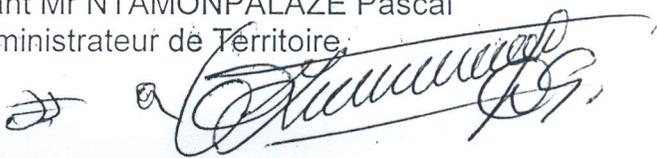
Nom	Qualité	Village	Signature
NGONDA BULUBULU JEAN ROBERT	Chef de Groupement		<i>Ngonda Bulubulu Jean Robert</i>
DJAGI MOTOKALEBO	Chef de Village	Bahanga 1	<i>Djagi Motokalebo</i>

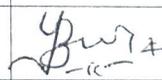
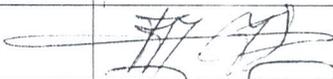
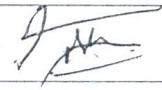


JAMBWA KOTAMBOLA	Chef de Terre	Bahanga 1	
BOKOMBO YUMA	Chef de Terre	Bahanga 1	
ABANDA DJAMUNGA	Chef de Village	Bahanga 2	
YENGA BOLITA	Chef de Terre	Bahanga 2	
KAGINATU BUBU	Chef de Terre	Bahanga 2	
MUSAFIRI PAUL	Chef de Terre	Bahanga 2	
MUDJIMBI GILBERT	Chef de Terre	Bahanga 2	
KISILANI PIERRE	Chef de Terre	Bahanga 2	
ASAMBWA CELESTIN	Chef de Terre	Bahanga 2	
SAMEDI MODAKU	Chef de Terre	Bahanga 2	
KOTO BERNARD	Chef de Terre	Bahanga 2	
BALINGA PELA	Chef de Terre	Bahanga 2	
MOLIA AMBWA	Chef de Terre	Bahanga 2	
EBOOTALIMWA	Chef de Terre	Bahanga 2	
YENGA BOLITA	Membre et Président du comité de négociation	Bahanga	
ABANDA DJAMONGO	Membre et Vice-Président du comité de négociation	Bahanga	
EBOTALIMWA	Membre du comité de négociation	Bahanga	
MASAFILI PAUL	Membre du comité de négociation	Bahanga	
TUNAMOTEMA	Membre du comité de négociation	Bahanga	
DJAGIMOTOKALE	Membre du comité de négociation	Bahanga	
KOTHO BERNARD	Membre du comité de négociation	Bahanga 2	
MOSEMA MOKEMA	Membre du comité de négociation	Bahanga	
KABINATUAUGUSTIN	Membre du comité de négociation	Bahanga	
NDJANGIMICHEL	Membre du comité de négociation	Bahanga	

Mr. ANDAFELO YENGA MOSONGO Denis,
 Administrateur de Territoire Assistant
 représentant Mr NTAMONPALAZE Pascal
 Administrateur de Territoire





BALINGA PELA	Chef de Terre	Bahanga 2	
MOLIA AMBWA	Chef de Terre	Bahanga 2	
EBOOTA LIMWA	Chef de Terre	Bahanga 2	
YENGA BOLITA	Membre et Président du comité de négociation	Bahanga	
ABANDA DJAMONGO	Membre et Vice-Président du comité de négociation	Bahanga	
EBOTA LIMWA	Membre du comité de négociation	Bahanga	
MASAFILI PAUL	Membre du comité de négociation	Bahanga	
TUNA MOTEMA	Membre du comité de négociation	Bahanga	
DJAGI MOTOKALE	Membre du comité de négociation	Bahanga	
KOTHO BERNARD	Membre du comité de négociation	Bahanga 2	
MOSEMA MOKEMA	Membre du comité de négociation	Bahanga	
KABINATU AUGUSTIN	Membre du comité de négociation	Bahanga	
NDJANGI MICHEL	Membre du comité de négociation	Bahanga	

Le Supérieur à l'Environnement



Ir. Patrick LONEMA - 6213A



Mr. ANDAFELO YENGA MOSONGO Denis,
Administrateur de Territoire Assistant
représentant Mr NTAMONPALAZE Pascal
Administrateur de Territoire,









Annexe 01

Identification de la communauté

BAHANGA

Concernée par les

4 premières AAC

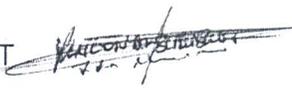
de la garantie 020/03



Handwritten signature and mark

Identification de la communauté BAHANGA pour les quatre premières Assiettes Annuelles de Coupe (AAC) de la garantie 20/03

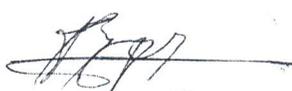
Groupement

Chef de Groupement NGONDA BULUBULU JEAN ROBERT 

Village : Bahanga 1

Chef de Village : DJAGI MOTOKALEBO 
Chefs de Terre : DJAMBWA KOTAMBOLA
BOKOMBO YUMA

Village : Bahanga 2

Chef de Village : ABANDA DJAMUNGA 
Chefs de Terre : YENGA BOLITA
KAGINATU BUBU
MUSAFIRI PAUL 
MUDJIMBI GILBERT 
KISILANI PIERRE 
ASAMBWA CELESTIN
SAMEDI MODAKU
KOTO BERNARD 
BALINGA PELA
MOLIA AMBWA
EBOOTA LIMWA

Membres du Comité de Négociation

YENGA BOLITA	Membre et Président du comité de négociation
ABANDA DJAMONGO	Membre et Vice-Président du comité de négociation
EBOTA LIMWA	Membre du comité de négociation
MASAFILI PAUL	Membre du comité de négociation
TUNA MOTEMA	Membre du comité de négociation
DJAGI MOTOKALE	Membre du comité de négociation
KOTHO BERNARD	Membre du comité de négociation
MOSEMA MOKEMA	Membre du comité de négociation
KABINATU AUGUSTIN	Membre du comité de négociation
NDJANGI MICHEL	Membre du comité de négociation

Le Groupement Bahanga certifie, en date du 31 août 2011, qu'il n'y a pas de peuples autochtones sur son territoire



Annexe 02

Délégation de signature

du Gérant Statutaire à Richard Garrigue



[Handwritten signature]



Délégation de Signature

Je soussigné, **JOSE ALBANO MAIA TRINDADE**, Gérant Statutaire de la **Sodefor**, certifie donner délégation de signature à

Monsieur Richard GARRIGUE

Responsable de la Certification

Afin de signer, au nom de la Société la

Clause Sociale du Cahier des Charges du Contrat de Concession Forestière

Avec le **Groupement BAHANGA** pour la garantie **20/03**.

Fait à Kinshasa le 13 juillet 2011 pour servir et valoir ce que de droit.



Annexe 03

Titre de la Garantie

020/CAB/MIN/AFF-ET/03

du 4 avril 2003



REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
MINISTRE DES AFFAIRES FONCIERES,
ENVIRONNEMENT ET TOURISME

LE MINISTRE

GARANTIE D'APPROVISIONNEMENT

CONVENTION N° 020 /CAB/MIN/AFF-ET/03 DU 04 AVR. 2003
PORTANT OCTROI D'UNE GARANTIE D'APPROVISIONNEMENT
EN MATIERE LIGNEUSE

ENTRE : La République Démocratique du Congo, représentée par le
Ministre des Affaires Foncières, Environnement et Tourisme,
Monsieur **Jules YUMA MOOTA**,
ci-après dénommé le Ministre.

ET : La Société de Développement Forestier (SODEFOR), représentée
par Monsieur **José ALBANO MAIA TRINDADE**,
ci-après dénommé l'Exploitant.

PRELIMINAIRE

Vu, tel que modifié et complété à ce jour, le Décret-loi Constitutionnel n°003 du 27 mai 1997 relatif à l'organisation et à l'exercice du pouvoir en République Démocratique du Congo tel que modifié et complété par le Décret-loi Constitutionnel n°074 du 25 mai 1998, le Décret-loi n°122 du 21 septembre 1999 ;

Vu, telle que modifiée et complétée à ce jour, la Loi n°73-021 du 20 juillet 1973 portant régime général des biens, régime foncier et immobilier et régime des sûretés ;

Vu, telle que modifiée à ce jour, l'Ordonnance n°75-231 du 22 juillet 1975 fixant les attributions du Département de l'Environnement, Conservation de la Nature et Tourisme ;

Revu l'Ordonnance n°77-022 du 22 février 1977 portant transfert de directions et de services au Département de l'Environnement, Conservation de la Nature et Tourisme ;

Vu, telle que modifiée et complétée, l'Ordonnance n°79-244 du 16 octobre 1979 fixant les taux et règles d'assiette et de recouvrement des taxes et redevances en matière administrative, judiciaire et domaniale perçues à l'initiative du Département de l'Environnement, Conservation de la Nature et Tourisme.



Vu le Décret n° 142/2002 du 17 novembre 2002 portant nomination des Membres du Gouvernement de Salut Public ;

Vu la responsabilité du Ministère des Affaires Foncières, Environnement et Tourisme d'assurer la pérennité des ressources forestières, grâce à une saine gestion forestière, utilisant toutes méthodes, directives et mesures dans l'utilisation des ressources disponibles ;

Vu la nécessité de mettre en valeur les ressources forestières de l'Etat, pour soutenir une activité économique prospère par l'exploitation rationnelle, la transformation et la mise en marché des produits exploités ;

Vu la nécessité d'assurer à l'Exploitant un approvisionnement sûr et continu en matière première pour ses usines de transformation situées à Nioki, dans la Province de Bandundu et de Kinshasa, d'une capacité annuelle totale de 72.000 m3 de produits finis, nécessitant un approvisionnement en grumes de 240.000 m3.

Vu que l'Exploitant a répondu de façon satisfaisante aux critères et aux procédures de la décision n°002/CCE/DECNT/84, relative à la garantie d'approvisionnement en matière ligneuse et à la lettre d'intention ;

Vu la demande de réaménagement des garanties d'approvisionnement introduite par la SODEFOR (cfr. sa lettre n°018/GS/JAMT/2003 du 20 février 2003) ;

Attendu qu'il y a lieu d'accéder à la demande de la SODEFOR en lui octroyant une garantie d'approvisionnement en remplacement de la garantie couverte par la convention n° 007/02 du 02/04/2002 de 184.780 ha ;

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1^{er} : La garantie d'approvisionnement porte sur un volume théorique annuel de 40.100 m3 de grumes réparti comme suit (source SPIAF):

<u>ESSENCES</u>	<u>VOLUME (m3)</u>
Afrommosia	7.000
Sipo	4.400
Sapelli	6.800
Tiama	3.000
Kosipo	2.600
Acajou d'Afrique	2.100
Iroko	2.000
Bosse	400
Tola	2.600
Dibetou	1.000
Mukulungu	4.000
Padouk	2.000
Lati	1.000
Essla	1.200
Total	40.100



Article 2 : Ces bols seront prélevés dans une unité d'exploitation localisée comme suit :

Province	: Orientale	District	: Tshopo
Territoire	: Basoko	Localité	:
Lieu	: Bloc Basoko	Superficie	: 181.000 ha

Article 3 : Cette forêt ou portion de forêt est circonscrite dans les limites suivantes :

Au Nord : Le tronçon de la route d'intérêt général compris entre les villages Basali et Mombongo I en passant par les villages Bongwange, Yamatua et Bolambo;

Au Sud : La rivière Aruwimi, partie comprise entre la rivière Bunga et le village Mongandjo ;

A l'Est : Le tronçon de la route d'intérêt général compris entre les villages Mongandjo et Mombongo I ;

A l'Ouest : Le tronçon de la route d'intérêt secondaire et le sentier compris entre les villages Basali et Bosenge, ensuite, descendre la petite rivière près de Bosenge jusqu'à la rivière Bunga, enfin suivre le cours de cette dernière jusqu'à la rivière Aruwimi.

Article 4 : Les grumes ainsi récoltées devront être strictement utilisées pour leur transformation à l'usine décrite ci-dessus, ou dirigées à l'exportation suivant la réglementation en vigueur.
Aussi, aucune grume ne pourra être vendue à des tiers, à moins d'autorisation écrite du Ministère.

Article 5 : Le Ministère accordera à l'Exploitant les droits suivants sur son unité d'exploitation :

5.1 Le droit exclusif de récolter les arbres exploitables identifiés à l'article premier ou autres essences à promouvoir.

5.2 Le droit de construire les infrastructures nécessaires exclusivement aux exploitations forestières, sans préjudice des droits reconnus aux tiers ;
Les infrastructures routières construites par l'Exploitant sont propriétés de l'Etat à la fin du contrat.

5.3 Le droit de flottage de radeaux et de navigation privée sur les cours d'eau et les lacs, ainsi que le droit d'utiliser les routes publiques pour transporter, à titre privé, des produits forestiers exploités ainsi que les produits de transformation.



Article 8 : Le non respect d'une des clauses de la convention par l'exploitant entraînera la résiliation Immédiate et automatique de la présente.

Fait à Kinshasa, le 04 AVR. 2003

SIGNATAIRES AUTORISES

Monsieur **José ALBANO MAIA TRINDADE**

Pour la SODEFOR
Route des Poids Lourds n° 2165
Kinshasa/Gombe

LE MINISTRE *M 3*

= Ir. Jules YUMA MOOTA =

Fait à six exemplaires

- 1. Exploitant
- 2. Cabinet du Ministre
- 3. Secrétaire Général à l'ECN
- 4. Direction de la GF
- 5. Gouverneur de Province
- 6. Coordinateur Provincial de l'ECN



[Handwritten signatures and initials at the bottom of the page, including a large signature on the left and several smaller ones on the right.]

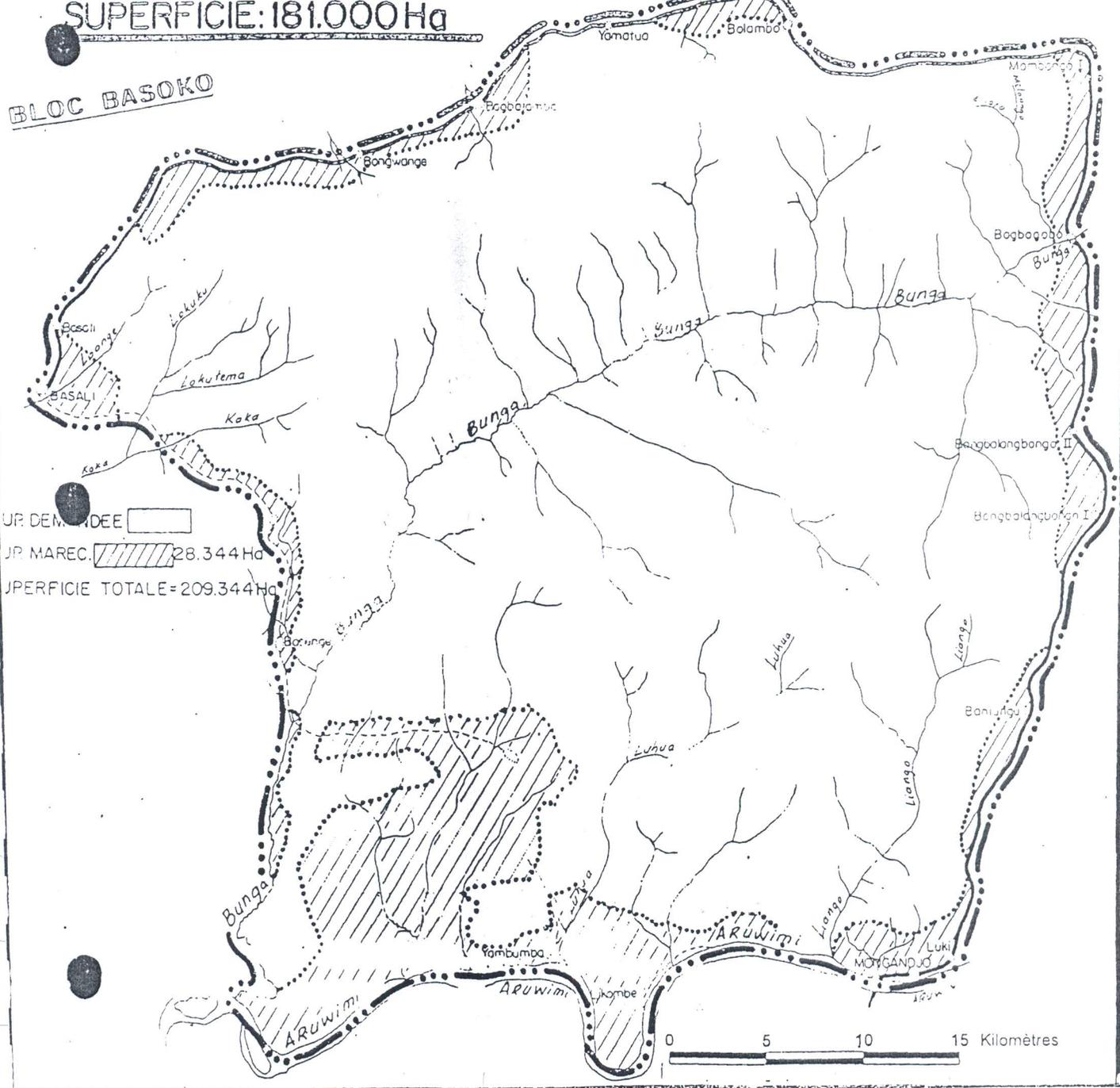
GARANTIE D'APPROVISIONNEMENT FORESTIERE EN FAVEUR DE:
"SODEFOR"

Territoire de Basoko

Province Orientale

SUPERFICIE: 181.000 Ha

BLOC BASOKO



UR. DEM. IDEE []
UR. MAREC. [] 28.344 Ha
SUPERFICIE TOTALE = 209.344 Ha

0 5 10 15 Kilomètres



Handwritten signatures and scribbles at the bottom of the page.

Annexe 04

Notification de la Convertibilité

Garantie

020/CAB/MIN/AFF-ET/03

Lettre n° 4381 CAB/MIN/ECN-T/15/JEB/2008
du 6 octobre 2008



RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
**Ministère de l'Environnement,
Conservation de la Nature
et Tourisme**

Kinshasa, le

05 007 2008



Le Ministre

N°4834 /CAB/MIN/ECN-T/15/JEB/2008

A Monsieur le Directeur Gérant
de la SODEFOR
à Kinshasa/Gombe

Objet : Notification de la recommandation de la
Commission Interministérielle de Conversion
des Anciens Titres Forestiers
Votre requête n° 128

Monsieur le Directeur Gérant,

A l'issue de ses travaux, la Commission interministérielle de conversion des anciens titres forestiers a constaté que votre Garantie d'Approvisionnement n°020/03 du 04/04/2003, située dans le Territoire de Basoko, Province Orientale remplit les critères de convertibilité définis par le Décret n°05/116 du 24 octobre 2005 fixant les modalités de conversion des anciens titres forestiers en contrats de concession forestière et portant extension du moratoire en matière d'octroi des titres d'exploitation forestière tel que modifié et complété par le décret n°08/02 du 21 janvier 2008.

Par conséquent, votre titre est jugé convertible en contrat de concession forestière.

Vous êtes invité, à dater de la réception de la présente, à vous mettre en contact avec le Ministère de l'Environnement, Conservation de la Nature et Tourisme pour les prochaines étapes.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur Gérant, l'expression de ma considération distinguée.

José E.B. ENDUNDO

Avenue Papa Ileo (Ex-des Cliniques) n°15 Kinshasa/Gombe
B.P. 12.3481 E-mail : rdc_minex@yahoo.fr



Annexe 05

Superficie utile de la Garantie

020/CAB/MIN/AFF-ET/03

Notification DIAF

15 août 2011



REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT,
CONSERVATION DE LA NATURE
ET TOURISME

Kinshasa, le, 15 AOÛT 2011



N° 030/DIAF/SG-ECN/SMM-DIR/2011

SECRETARIAT GENERAL A L'ENVIRONNEMENT
ET CONSERVATION DE LA NATURE

DIRECTION DES INVENTAIRES
ET AMENAGEMENT FORESTIERS

DIAF

Transmis copie pour information à :

- Monsieur le Ministre de l'Environnement,
Conservation de la Nature et Tourisme
- Monsieur le Secrétaire Général à
l'Environnement, Conservation de la
Nature
- Monsieur le Directeur de la Gestion
Forestière
(TOUS) à Kinshasa/Gombe

Concerne : Transmission rapport des superficies
exploitables de vos titres forestiers

A Monsieur le Gérant Statutaire de la
SODEFOR
à Kinshasa/Gombe

Monsieur le Gérant Statutaire,

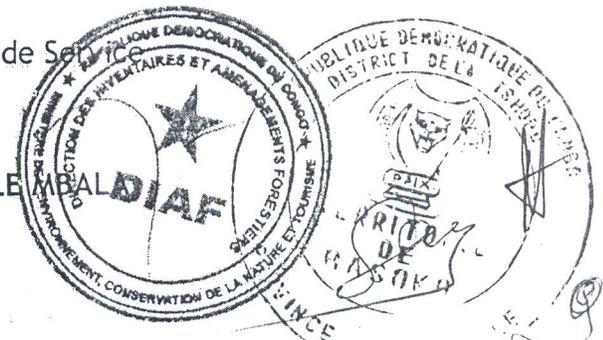
Par la présente, je vous transmets, en annexe de la présente, le rapport des superficies exploitables de vos titres forestiers tel qu'établi par la DIAF.

Le récapitulatif y relatif en annexe renseigne sur la localisation administrative de ces titres, leurs superficies totales et exploitables respectives.

Tout en vous souhaitant bonne réception de la présente et de ses annexes, je vous prie d'agréer, Monsieur le Gérant Statutaire, l'expression de mes sentiments distingués.

Le Directeur Chef de Service

Sébastien MALELE MBALDIAF



Récapitulatif des superficies exploitables des titres forestiers de SODEFOR

N°	N° DE LA CONVENTION	TERRITOIRE	BLOC	SUPERFICIE CONCEDEE (HA)	SUPERFICIE EXPLOITABLE	SUPERFICIE A LIMBALI PUR (HA)	SUPERFICIE UTILES SANS LIMBALI (HA)
1	064/2000	OSHWE	Isoko	157 000	121 785	-	121 785
2	018/2003	UBUNDU	Maïko	190 000	153 982	6 789	147 193
3	019/2003	KUTU	Nioki-Kutu	38 000	79 613	-	79 613
4	020/2003	BASOKO	Basoko	181 000	173 200	6 566	166 634
5	021/2003	Kutu	Madjoko	83 000	81 722	-	81 722
6	022/2003	OSHWE	Nkaw	130 000	97 930	9 000	88 930
7	023/2003	LISALA	Lisala	170 000	115 283	16 281	99 002
8	024/2003	OSHWE	Bombuli	46 000	48 193	-	48 193
9	025/2003	BUMBA	Dua	168 000	65 388	1 106	64 282
10	026/2003	INONGO/ LUKOLELA	Ntandem belo	160 350	106 795	209	106 586
11	027/2003	BIKORO	Bikoro	86 000	54 229	-	54 229
12	028/2003	OSHWE	Bonkita	130 000	154 939	-	154 939
13	029/2003	OSHWE	Bongimba	148 000	166 407	-	166 407
14	030/2003	OSHWE	Lole	220 000	153 897	-	153 897
15	031/2003	OSHWE	Nongeturi	107 500	130 627	-	130 627
16	032/2003	INONGO	Isongo	113 900	104 910	-	104 910
		TOTAL		2 129 350	1 808 900	39 951	1 768 949

Note : La superficie jugée exploitable s'élève à 1 768 949 ha soit 83,07% de la superficie totale de l'ensemble des titres forestiers concédés à la SODEFOR.

Le Directeur Chef de Service

Sébastien MALIBALALA



[Handwritten signature]

[Handwritten signature]

Annexe 06

Carte de la Stratification de la Garantie 020/03

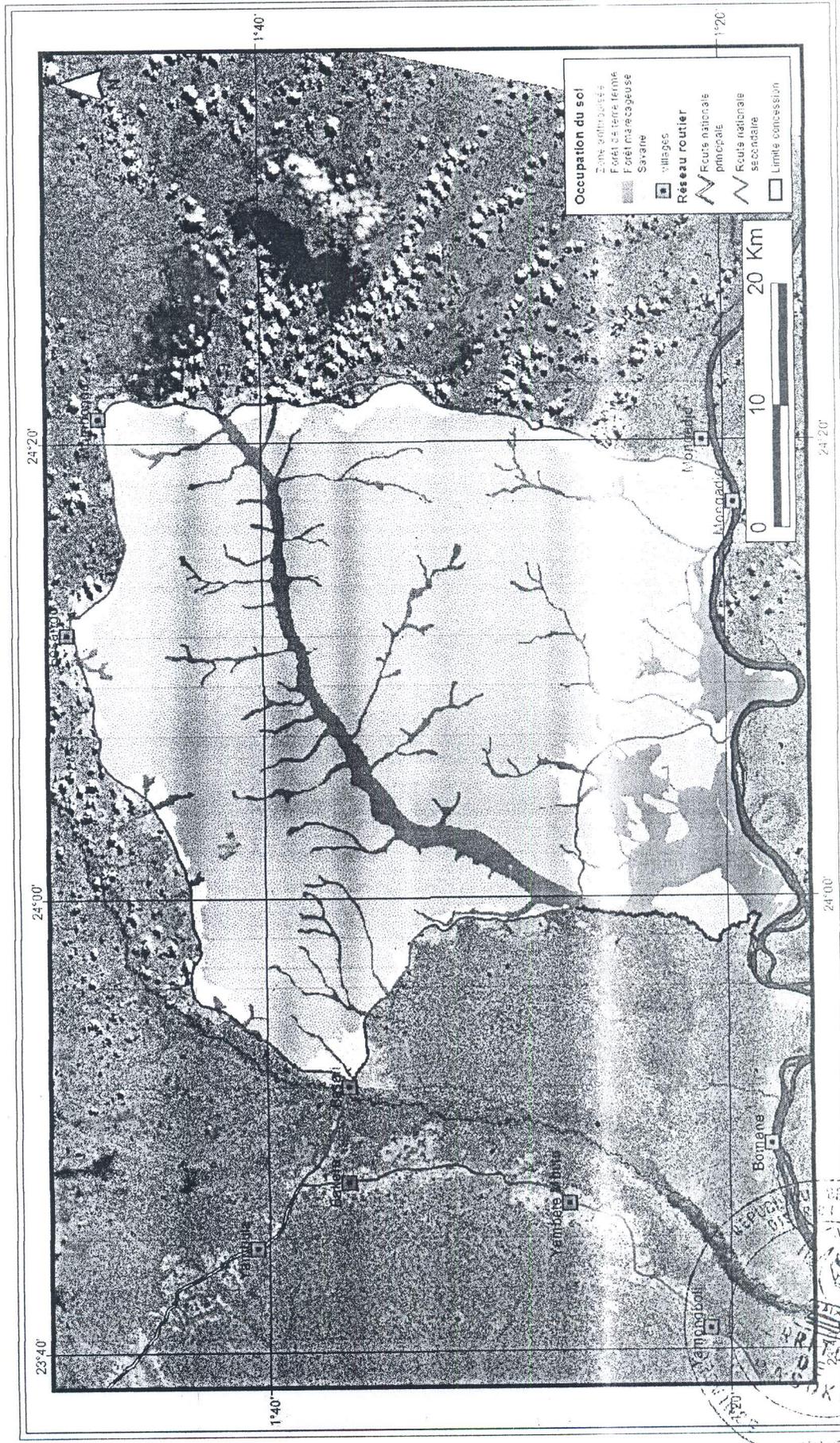




République Démocratique du Congo

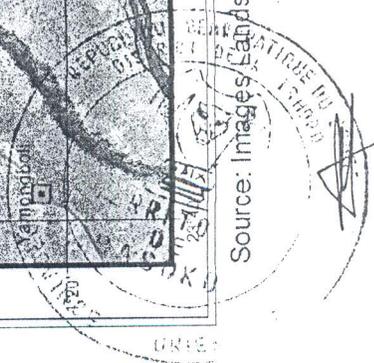
Stratification de la Garantie d'approvisionnement

Concession SODEFOR 20/03 - Basoko



Source: Images Landsat 177/59 du 02/10/2001

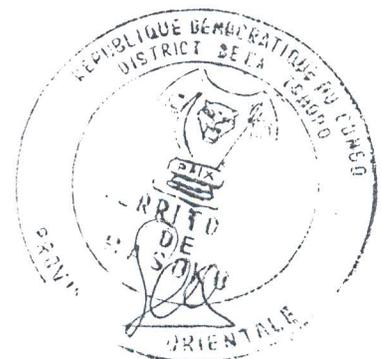
Kinshasa, 11 Juillet 2011



Handwritten signature and notes on the right side of the page.

Annexe 07

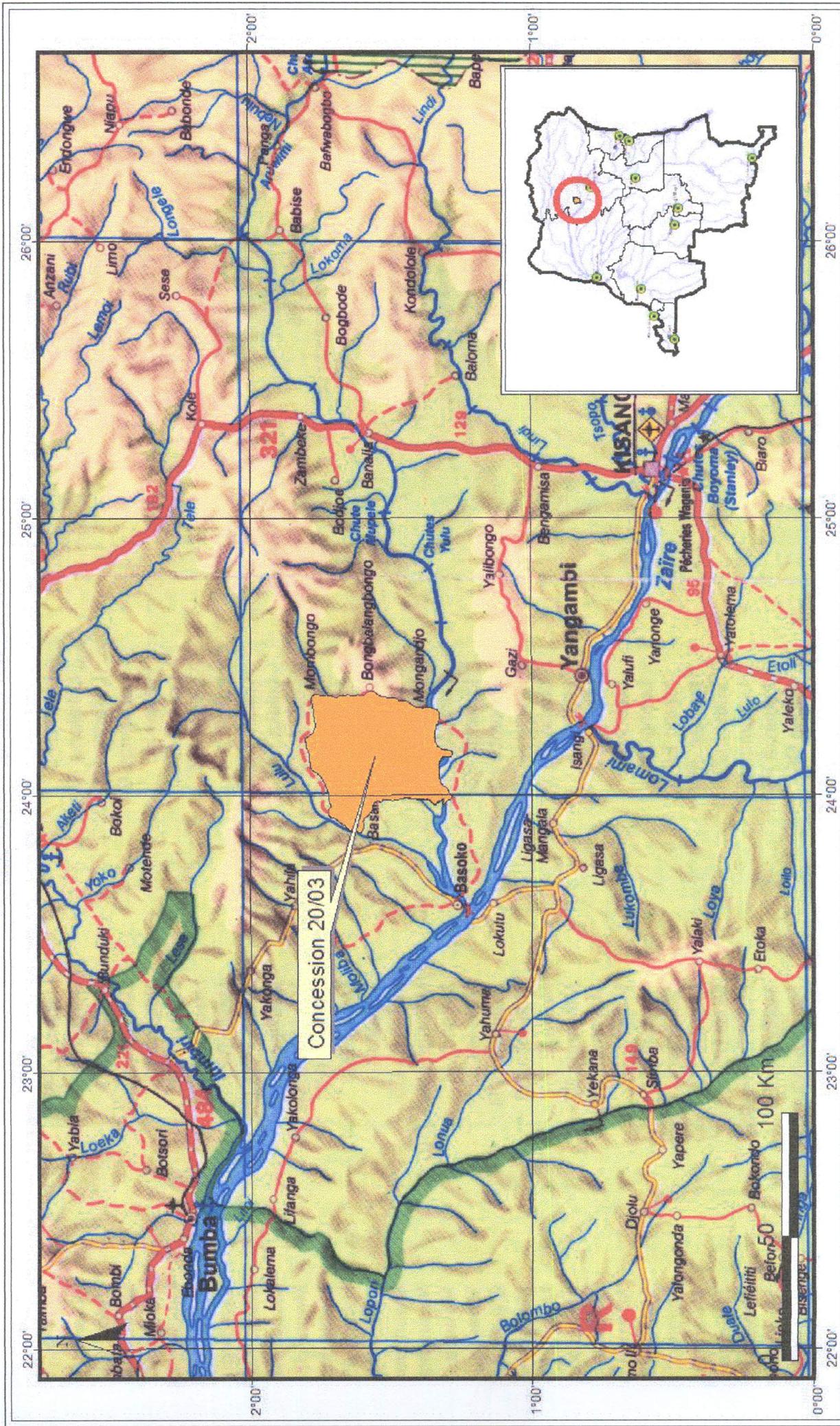
Cartes de Localisation de la Garantie 020/03





Localisation de la Garantie d'Approvisionnement 20/03

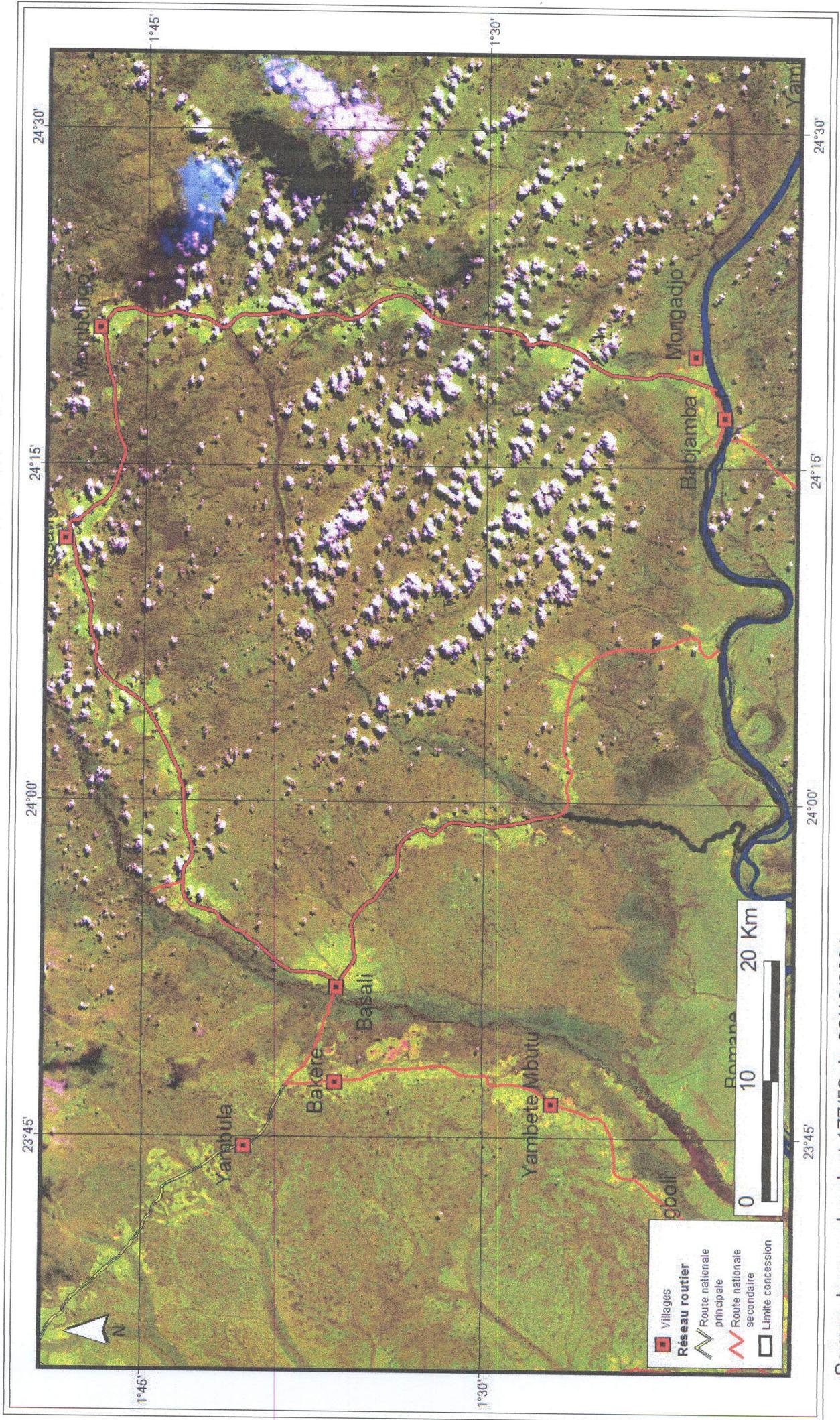
Concession SODEFOR





République Démocratique du Congo

Localisation de la Garantie Sodefor 20/03 - Basoko



Source: Images Landsat 177/59 du 02/10/2001

Kinshasa, 11 Juillet 2011

Annexe 08

PV de délimitation et

Carte des Groupements

concernés par les quatre premières

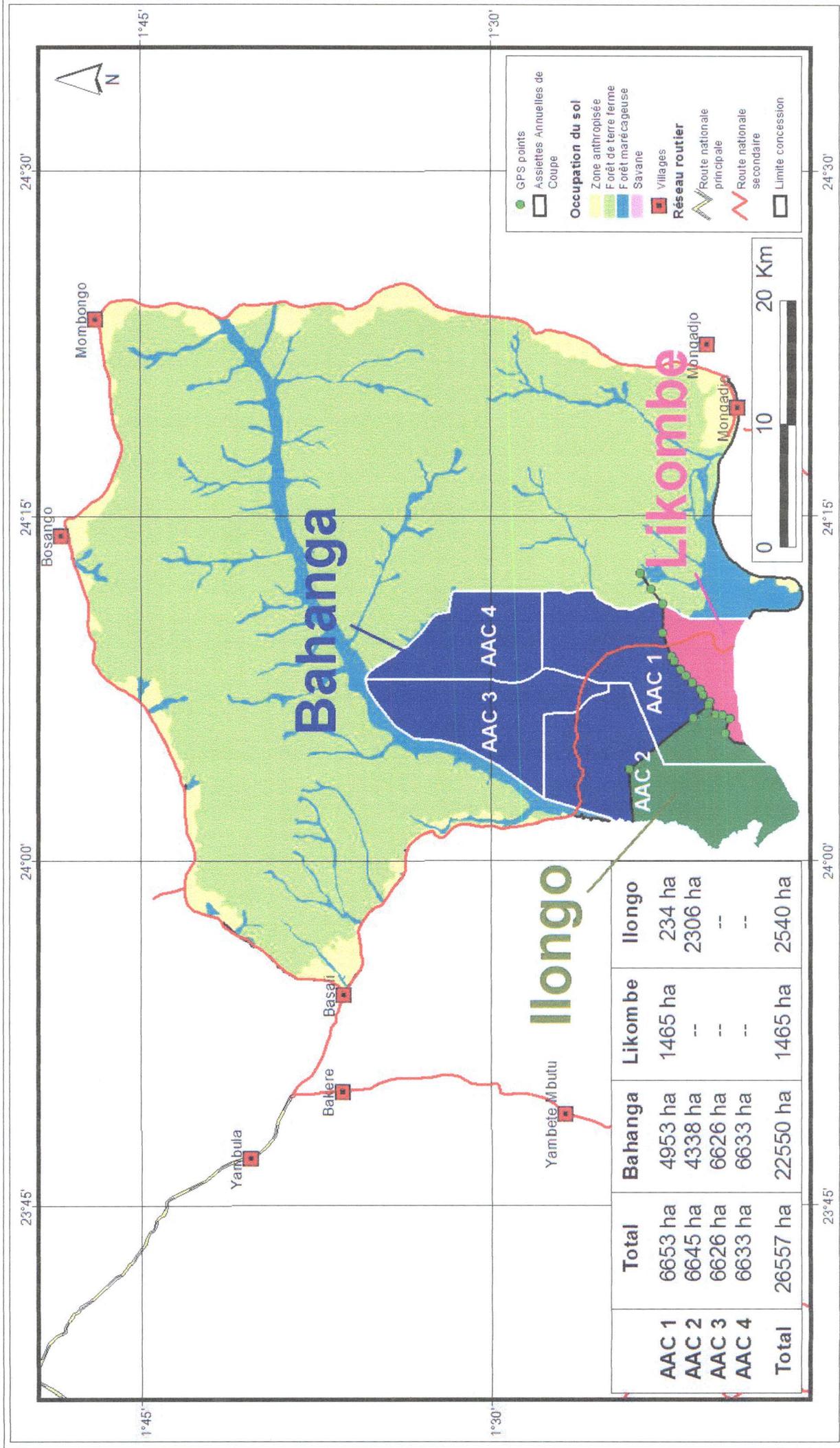
Assiettes Annuelles de Coupe

de la Garantie 020/03





Position et surfaces des groupements Concession SODEFOR 20/03 - Basoko



Source: Images Landsat 177/59 du 26/12/2002

Procès Verbal de Délimitation garantie 20/03 Sodefor
Entre les Groupements ILONGO..... et BAHANGA...

Il est dressé ce jour, le 19/08/2011....., procès verbal des délimitations entre les groupements

ILONGO représenté par Monsieur André KANDA KISANGANI Chef de Groupement

BAHANGA représenté par Monsieur Jean Robert NGONDA Chef de Groupement

Monsieur KAAPI..... KALELIMOMOTI..... détaché par le MECNT

Les équipes de Sodefor ont relevé les coordonnées GPS, dont la liste figure en annexe, de la limite séparant ces deux groupements.

Etaient présents pour attester de ces limites :

Groupement ILONGO : BAFULÉ.. MENANA, ITIMOKELI..
..... MBUTU.....

Groupement BAHANGA : KASINDO - DJANGA.....
OKMUBADE - MONDELE KALIFTO

Pour le MECNT : KAAPI..... KALELIMOMOTI.....

Fait à JAMBOMBA, le 20/08/..... 2011

Chef de Groupement

ILONGO

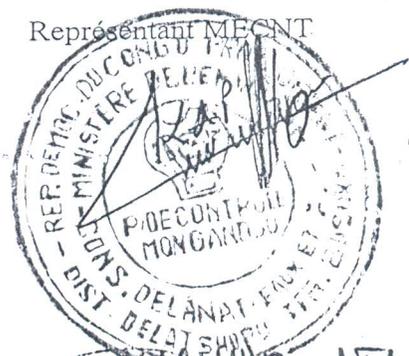
KANDA

Chef de Groupement

BAHANGA

NGONDA

Représentant MECNT



Monsieur BAFULÉ.. MENANA Monsieur ITIMOKELI..... Monsieur KASINDO - DJANGA

BAPI

Procès Verbal de Délimitation garantie 20/03 Sodefor
Entre les Groupements LIKOMBE et ILONGO.....

Il est dressé ce jour, le 17.08.2011, procès verbal des délimitations entre les groupements

LIKOMBE représenté par Monsieur François MAJAMBA NDJALE Chef de Groupement

ILONGO représenté par Monsieur André KANDA KISANGANI Chef de Groupement

Monsieur KAAPI KALELIMOMOTI..... détaché par le MECNT

Les équipes de Sodefor ont relevé les coordonnées GPS, dont la liste figure en annexe, de la limite séparant ces deux groupements.

Etaient présents pour attester de ces limites :

Groupement LIKOMBE: Etienne NDEKOTE, MANGALA.....
Edouard.....

Groupement ILONGO: BAFULE MENAMA, ITIMOKELI.....
MBUTU.....

Pour le MECNT : KAAPI KALELIMOMOTI.....

Fait à YAMBOMBA, le 18.08.....2011

Chef de Groupement

LIKOMBE

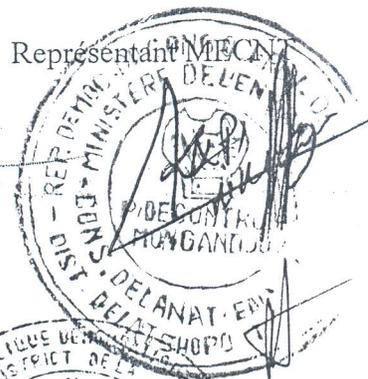
[Signature]

Chef de Groupement

ILONGO

[Signature]
KANDA

Représentant MECNT



Monsieur Etienne NDEKOTE Monsieur BAFULE MENAMA Monsieur MANGALA Edouard

[Signature]

[Signature]

[Signature]



**Procès Verbal de Délimitation garantie 20/03 Sodefor
Entre les Groupements .LIKOMBE... et .BAHANGA....**

Il est dressé ce jour, le 18.08.2011, procès verbal des délimitations entre les groupements

LIKOMBE. représenté par Monsieur François HAYAMBA... NDJALE.. Chef de Groupement

BAHANGA représenté par Monsieur Jean... Robert... NGONDA Chef de Groupement

Monsieur KAAPI... KALE LIMOMO TI..... détaché par le MECNT

Les équipes de Sodefor ont relevé les coordonnées GPS, dont la liste figure en annexe, de la limite séparant ces deux groupements.

Etaient présents pour attester de ces limites :

Groupement LIKOMBE LOTIANDOLE MBABO, AMBOY
KAMENI.....

Groupement BAHANGA: KASINBO... DJANGA.....
OKWIBABE MONDELE KALIBTO.....

Pour le MECNT : KAAPI... KALE LIMOMO TI.....

Fait à JAMBOMBA, le 19.08.1.....2011

Chef de Groupement

LIKOMBE

Chef de Groupement

BAHANGA

Représentant MECNT



Monsieur LOTIANDOLE...

Monsieur AMBOY... KAMENI

Monsieur KASINBO.....



Annexe 09

Compte rendu de la réunion de Négociation

entre

SODEFOR

et le Groupement Bahanga

du 30 août au 1^{er} septembre 2011



**Réunion de Négociation de la Clause Sociale du Cahier des Charges
Garantie 20/03 Basoko, Territoire de Basoko**



Programme

Mardi 30 août 2011

Thème	Intervenant	Horaire	
Accueil des participants / café	Organisation	09H00	10H00
Prière, Hymne National			
Mot du Chef de Secteur Bongelima Mongandjo		10H00	10H10
Mot du Chef de Chefferie Wahanga		10H10	10H20
Mot du Chef de Groupement Bahanga	J.R. Ngonda	10H20	10H30
Mot du Chef de Groupement Ilongo	Kisangani Mokisi	10H30	10H40
Mot du Chef de Groupement Likombe	Nzalis Mayamba	10H40	10H50
Mot des ONG accompagnatrices	Papy Molima	11H05	11H20
Mot de la Sodefor	Erasme Kiamfu	11H20	11H35
Mot de l'Administrateur du Territoire	Pascal Ntamopalaze	11H35	11H50
Présentation des participants	Participants	11H50	12H30
Présentation du programme	Gabriel Mola	12H30	12H45
Déjeuner		12H45	14H00
Identification des parties prenantes aux négociations	Gabriel Mola	14H00	15H00
Exposé sur le cahier des charges	Erasme Kiamfu	15H00	15H30
Echange	Ensemble des participants	15H30	16H00
Synthèse et Clôture de la réunion	Modérateur	16H00	16H15

Mercredi 31 août 2011

Thème	Intervenant	Horaire	
Accueil des participants	Organisation	08H30	08H45
Lecture et adoption du PV du 30 août	Secrétariat	08H45	09H00
Lecture commentée de l'arrêté 023	Gabriel Mola	09H00	10H30
Echange	Ensemble des participants	10H30	11H00
Pause-café		11H00	11H30
Présentation des besoins de la population des trois groupements	Présidents comités de négociation	11H30	13H00
Déjeuner		13H00	14H00
Evaluation chiffrée des projets	Erasme Kiamfu	14H00	15H00
Choix des infrastructures dans les trois groupements (travail en sous-groupes)	Comités de négociation	15H00	16H00
Restitution du travail des sous-groupes	Présidents comités de négociation	16H30	17H00
Ajustement des budgets	Erasme Kiamfu	16H30	17H00
Etablissement planning des réalisations	Erasme Kiamfu	17H00	17H30
Synthèse et Clôture de la réunion	Modérateur	17H30	17H45

Sey

A x o o P. 182



Jeudi 1^{er} septembre 2011

Thème	Intervenant	Horaire	
Accueil des participants	Organisation	08H00	08H30
Lecture et adoption du PV du 31 août	Secrétariat	08H30	09H00
Lecture des clauses sociales complétées	Gabriel Mola	9 H00	10H00
Election des Comités de Gestion et de Suivi	Modérateur	10H00	10H30
Pause-café		10H30	11H00
Signature	Personnes concernées	11H00	12H30
Mot du Chef de Groupement Bahanga	J.R. Ngonda	12H30	12H40
Mot du Chef de Groupement Ilongo	Kisangani Mokisi	12H40	12H50
Mot du Chef de Groupement Likombe	Nzalis Mayamba	12H50	13H00
Mot du Chef de Secteur Bongelima Mongandjo		13H00	13H10
Mot du Chef de Chefferie Wahanga		13H10	13H20
Mot de clôture de la Sodefor	Erasme Kiamfu	13H20	13H30
Clôture de la réunion	AT Pascal Ntamonpalaze	13H30	13H45
Déjeuner		13H45	15H00



DP

S

Plus

U/E

Handwritten signature

Handwritten initials

**PROCES VERBAL DE LA PREMIERE JOURNEE DES NEGOCIATIONS DE LA
CLAUSE SOCIALE DE CAHIER DES CHARGES DE LA GARANTIE 20/03 ENTRE
LA SOCIETE de DEVELOPPEMENT FORESTIER, SODEFOR, ET LES
GROUPEMENTS BAHANGA, ILONGO ET LIKOMBE DANS LE SECTEUR
BANGELEMA MONGANDJO ET LA CHEFFERIE WAHANGA, TERRITOIRE DE
BASOKO, PROVINCE ORIENTALE.**

Il s'est tenue, ce mardi le trentième jour du mois d' août 2011, à Lileko, localité située dans le Groupement Mongandjo, Secteur Bangelema Mongandjo, Territoire de Basoko, la première journée des négociations de clause de cahier des charges entre la Société de Développement Forestier, SODEFOR et les communautés locales des Groupements Bahanga, Ilongo et Likombe, sous le hangar construit à ce effet dans la cour de l'Ecole Primaire Bahonga.

La première séance a été ouverte par l'Hymne national exécuté sous la conduite du modérateur, Monsieur Célestin Raoul BAMONGOYO, hymne suivi d'une prière dite par monsieur Victor Magboloka, catéchiste de Lileko.

L'équipe du secrétariat de ces assises s'est présentée de la manière suivante :

- Modérateur : Monsieur Célestin RAOUL BAMONGOYO, Coordonnateur du Conseil pour la Défense des droits des Communautés et la Protection de l'Environnement, CDPE
- Rapporteur : Madame Marie BOUNDAWANA YAIFONO, Chargée des Etudes et des Questions de savoir endogènes des Peuples Autochtones Pygmées au sein de l'Organisation d'Accompagnement et d'Appui aux Pygmées, OSAPY

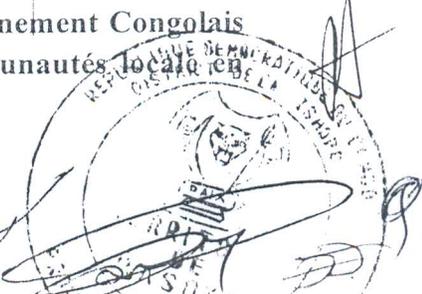
Les activités de la journée se sont déroulées en cinq temps forts repartis de la manière suivante :

- I. Mots de circonstance des autorités
- II. Présentation des participants
- III. Présentation du programme de processus
- IV. Identification des parties prenantes aux négociations
- V. Synthèse et clôture de la journée

I. Mots de circonstance des autorités

Le modérateur, Monsieur Célestin Raoul BAMONGOYO a invité tour à tour les autorités pour dire chacune son mot de circonstance.

Prenant la parole, Monsieur ATOINNE Richard BAISOLE LOKALEMA, le chef de Secteur Bangelema Mongandjo, a loué l'initiative du Gouvernement Congolais pour l'innovation géniale pour la reconnaissance de droit des communautés locales





matière de la forêt et a appelé sa population au respect des engagements et à la sagesse tout au long des assises.

Monsieur MOKISI KISANGANI, chef de Groupement Ilongo, comme son prédécesseur, très ravi de joie pour la circonstance, a appelé toutes les communautés réunies à l'ordre et à la tolérance mutuelle lors de ces assises. Il a invité, une fois de plus, les communautés à faire preuve de la sagesse et de l'intelligence que de se livrer aux contradictions internes au risque de rater leurs objectifs.

Monsieur NZALIS MAYAMBA, chef de groupement Likombe, lui, a demandé aux autorités de la place et la société civile de leur porté mains fortes en vue de renforcer leurs capacités pour la compréhension du processus afin de bien orienter leurs besoins. Il a ensuite invité les deux parties à l'acceptation mutuelle envue d'arriver à un aboutissement heureux et harmonieux lors de ces négociations.

Quant à Monsieur Erasme KIAMFU, délégué de la Société de Développement Forestier, SODEFOR, il a commencé par remercier les communautés pour avoir rehaussé leur présence à ces assises. Il a, En effet, rappelé aux communautés les résultats auxquels ils avaient abouti lors des rencontres tenues du 13 au 14 Août 2011. Il a terminé son mon par formuler le vœu de tolérance et de volonté constructive aux deux parties.

Enfin, Monsieur Denis ANDAFELO YENGA MOSONGO, s'est, au nom de l'Administrateur du Territoire en mission et au sien propre, déclaré très joyeux de la circonstance et a souhaité la bienvenue à toutes les parties prenantes à ces assises. Il a interpellé la conscience de sa population au savoir-faire et savoir-être tout au long de ce processus. Il a comparé leur forêt à une jolie fille bien élevée sollicitée en mariage par un homme, mariage pour lequel le rite doit être fait pour un heureux avenir. Pour clore, Il a invité sa population à la sagesse, à revendiquer les vrais problèmes au profit de la génération présente et future. Ainsi donc, il a déclaré ouvertes les activités de ces négociations.

II. Présentation des participants aux négociations de la clause sociale

Le modérateur de la séance, Monsieur Célestin Raoul BAMONGOYO, a invité tour à tour les participants aux assises à se présenter mutuellement en vue d'une connaître pour un bon déroulement des activités.

III. Présentation de programme du processus de négociation

Sous la facilitation du modérateur, le président de la Fédération des industrielles du Bois, FIB, Monsieur Gabriel MOLA, a été invité pour présenter le programme de ces assises.

A cet effet, monsieur MOLA a commencé par présenter les excuses, au nom de la délégation pour le retard enregistré, lequel est indépendant à la bonne volonté de la



délégation tout comme de la communauté. Il a ensuite procédé d'une manière succincte à la lecture du programme pour les trois jours de ce processus. Il sied de signaler que l'orateur a, d'une manière anticipative, survolé le contenu de l'arrêté 023, comment procéder à l'évaluation des besoins, et la gestion de temps.

IV. Identification des parties prenantes aux négociations

L'identification des parties prenantes a consisté à la validation des mandats des tous les délégués aux négociations des clauses sociales de cahier des charges entre les communautés locales des groupements Ilongo, Likombe et Bahanga ainsi que ceux de l'Entreprise SODEFOR.

Deux phases importantes devraient caractériser cette étape, notamment :

- L'identification des délégués des communautés et de la SODEFOR conviés aux négociations.
- Désignation des membres de comité de négociation

Dans la première étape, on a fallu procéder à l'identification du délégué de SODEFOR à travers la lecture de la lettre de la garantie, notification du titre pour s'appesantir sur la délégation du pouvoir et du mandant confiée à monsieur Richard GUARRIGUE.

Quant aux communautés, après vérification faite, il s'est avéré que certains délégués, dont les membres de la communauté de groupement Bahanga sélectionnés pour la négociation n'étaient pas encore arrivés au lieu indiqué pour la négociation. Cela étant, il a été alors jugé important de sursoir cette activité pour attendre les autres délégués pour qu'ils bénéficient de la confiance de tous. Quelques litiges ont pour autant persister quant à l'identification des chefs de terre de quatre assiettes retenues pour les quatre premières années d'exploitation et la maîtrise des limites exploitables pour le Groupement Ilongo.

Ainsi donc les cartes de quatre assiettes ont été imprimées et distribuées aux membres de deux groupements présents, Ilongo et Likombe pour l'analyse afin de lever certaines équivoques.

C'est sur ce point que s'est clôturée la journée et un repas a été offert à tous les participants à la satisfaction de tous.

La secrétaire rapporteur

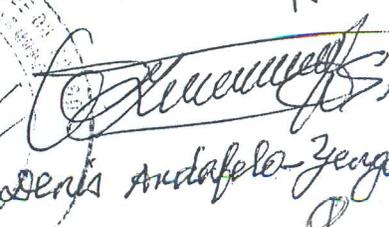


Marie BOINDAWANA YAIFONO

Chargée des études et questions des savoirs endogènes des peuples autochtones pygmées /OSAPY



Restin Raoul BANGGOTS



Denis Andafela Zeenga

**PROCES VERBAL DE LA DEUXIEME JOURNEE DES NEGOCIATIONS DE LA
CLAUSE SOCIALE DE CAHIER DES CHARGES DE LA GARANTIE 20/03 ENTRE
LA SOCIETE de DEVELOPPEMENT FORESTIER, SODEFOR, ET LES
GROUPEMENTS BAHANGA, IONGO ET LIKOMBE DANS LE SECTEUR
BANGELEMA MONGANDJO ET LA CHEFFERIE WAHANGA, TERRITOIRE DE
BASOKO, PROVINCE ORIENTALE..**

Il s'est tenue, ce mercredi le trente et unième jour du mois d' août 2011, à Lileko, localité située dans le Groupement Mongandjo, Secteur Bangelema Mongandjo, Territoire de Basoko, la deuxième journée des négociations de clause de cahier des charges entre la Société de Développement Forestier, SODEFOR, et les communautés locales des Groupements Bahanga, Ilongo et Likombe, sous le hangar construit à ce effet dans la cour de l'Ecole Primaire Bahonga.

La séance de cette journée a commencé par l'accueil des participants suivie d'une brève prière dite par Monsieur MUSAFIRI Paul, Pasteur de la 21^e CNCA à Bahanga I.

Le déroulement des activités de ces assises a été facilité par :

- .Modérateur : Monsieur Célestin Raoul BAMONGOYO, Coordonnateur du CDPE (Conseil pour la Défense des droits des communautés et la Protection de l'Environnement),
- Rapporteur : Madame Marie BOUNDAWANA YAIFONO, Chargée des études et des questions de savoir endogènes des peuples autochtones pygmées au sein de l'OSAPY (Organisation d'Accompagnement et d'Appui aux Pygmées),

Les points suivants ont constitué l'ossature de la journée, à savoir :

- I. Lecture et adoption du PV de la journée du 30 Août 2011
- II. Poursuite de la validation des mandats des membres de trois groupements conviés aux négociations
- III. Exposé sur le cahier des charges
- IV. Lecture commentée de l'arrêté 023
- V. Synthèse de la journée

- I. Lecture et adoption du P. V de la journée du 30 Août 2011.

Madame Marie BOUNDAWANA, rapporteur de séance a donné l'économie du procès verbal des activités de la première journée à la satisfaction de tous les participants. Néanmoins quelques amendements de fond et de formes avaient été formulés pour l'enrichissement de ce celui-ci, amendements à l'issue desquels ce P.V. a été adopté.



II. Poursuite de la validation des mandats des membres de trois groupements conviés aux négociations

Cette phase a été caractérisée par deux étapes importantes à savoir :

- ✓ Identisation et validation des mandats des membres des communautés de trois groupements
- ✓ Désignation des membres de trois comités de négociation

L'étape de l'identification et validation des mandats des délégués des Groupements Bahanga et Ilongo s'était déroulée sans beaucoup trop de contestation interne, tandis que celle du Groupement Likombe a été émaillée par plusieurs incompréhensions de la part de certains membres des communautés, qui ne se sont pas accordés sur leur représentativité. Il a bien fallu beaucoup d'explication de la part des intervenants pour que les uns et les autres comprennent que la surface exploitable pour la première assiette de quatre ans ne concerne pas tous les villages comme ils l'attendaient. Il s'est relevé, lors de cet exercice, que certains chefs de terre qui sont concernés par la coupe dans la première assiette n'étaient pas invités. Ainsi donc, les membres des communautés présents aux négociations les ont coopté séance tenante et la liste définitive a été dressée à cet effet.

A l'issue de l'identification et de la validation des mandats des délégués communautaires, trois comités de négociation avaient été mis en place dont la composition ci-après :

A. Groupement BAHANGA :

Président : Monsieur YENGA BOLITA
Vice président : Monsieur ABANDA DJAMONGO
Membres : 24 personnes

B. Groupement ILONGO

Président : Monsieur MAKAMBO LITUNGE François
Vice présidente : Madame LIMOO BALOMA
Membres : 28 personnes

C. Groupement LIKOMBE

Président : YENGA MBOSILA
Vice-président : LOKUMETE ASIMBO
Membres : 17 personnes.



III. Exposé sur le cahier de charge.

L'exposé sur le cahier de charge avait été animé par Messieurs Erasme KIAMFU complété par monsieur Richard GARRIGUE, tous délégués de la SODEFOR, qui, à l'aide du retro projecteur, ont expliqué tour à tour le contenu de cahier de charge, qui est réparti en deux parties essentielles, à savoir :

- ✓ Le plan de gestion,
- ✓ La clause sociale

A. Le plan de gestion

Les orateurs ont commencé par informer les participants que le plan de gestion est un processus long et coûteux qui dépend de la clause sociale. Ils ont défini les concepts suivants :

- ✓ La surface à exploiter chaque année (AAC)
- ✓ L'endroit où se situeront les AAC
- ✓ Les volumes qui seront extraits
- ✓ et, le montant des redevances qui seront versées dans le fond de développement local pour la réalisation des infrastructures socioéconomiques de base dans les trois groupements.

Ils ont, en outre, fait savoir aux participants que ce plan de gestion se rapporte à l'évaluation de volume de cubage extrait d'une concession.

En poursuivant leur exposé, ils ont situé la garantie 20/03 dont il est question et qui se situe sur la rive droite de la rivière Aruwimi, affluent du fleuve Congo, en amont de la ville de Basoko dans la Province Orientale. Elle a une surface totale de 181 000 hectares dont la surface exploitable est évaluée à 166.634 ha. Ils ont passé aussi en revue les différents tableaux des essences se trouvant dans ladite garantie tout en précisant leur valeur marchande. Les tableaux synoptiques des valeurs marchandes pour ces trois groupements ont été présentés et les volumes prévisionnels pour les trois Groupement dont leur situation globale se présentent de la manière suivante :

- Groupement Bahanga : 22558 ha exploitables pour la première assiette avec une estimation de production de 108765 m³ pour une valeur de dollars américains 445.862 ;

- Groupement Ilongo : 2504 ha exploitables pour la première assiette avec une estimation de production de 12.251 m³ pour une valeur de dollars américains de 50.221

- Groupement Likombe : 1465 ha exploitables avec une estimation de production de 7.066 m³ pour une valeur de dollars américains de 28.966.



Cet exposé a été sanctionné par un jeu des questions-réponses dont les principales se résument aux :

1. Questions relatives à l'ajustement des projets des besoins par rapport au cubage réellement exploité
2. L'exploitation par la société des essences non sélectionnées dans sa liste prévisionnelle
3. Dommage causé dans un champ ou sur une bête par l'enjeu pendant la coupe ou le transport des grumes
4. Respect des normes environnementales par la société (reboisement)
5. L'adaptation des noms scientifiques des essences aux appellations locales
6. L'écart entre la valeur prévisionnelle communiquée à Basoko et celle communiquée à Lileko
7. Questions de limites entre les groupements
8. Ce que prévoit l'arrêté 023 quant à ce qui concerne les bénéfices au profit des ayants droits
9. Ce que l'arrêté prévoit en matière d'arbres à usage traditionnel
10. Questions relatives à l'exploitation des arbres se trouvant dans les marécages
11. Questions relatives au prix fixé par essence
12. Question relatives à la prospection et à l'identification des essences sélectionnées par la société pour la coupe
13. Questions relatives à l'exploitation illicite des arbres dans la concession par des tierces personnes

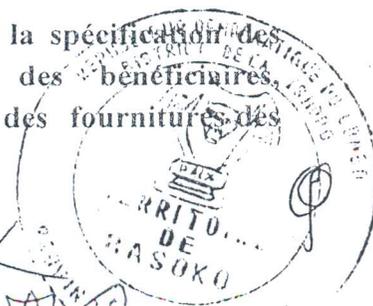
Les réponses à toutes ces préoccupations ont été données par monsieur Erasme KIAMFU, complété par monsieur Richard GARRIGUE à satisfaction des uns et des autres.

Cependant, pour une compréhension partagée sur l'écart entre la valeur prévisionnelle communiquée à Basoko et celle communiqué à Lileko, monsieur Richard GARRIGUE a procédé par une explication illustrative sur les cubages prévisionnel et les valeurs en dollars américains. Certes que cet exercice intellectuel a été scientifique, mais il a permis aux uns et aux autres d'émettre sur la même longueur d'onde.

IV. Lecture commentée de l'arrêté 023.

Le modérateur a invité Monsieur Gabriel MOLA, Président de la Fédération des Industrielles du Bois, FIB, pour donner l'économie de l'arrêté 023. Ce dernier a procédé à la lecture intégrale et explicative dudit arrêté tout en insistant sur les articles suivants :

- ✓ 3 relatif à la modification de clause sociale de cahier de charge entre les deux parties
- ✓ 4 relatif aux obligations spécifiques légales, telles que prescrites par l'article 89 alinéa3, point C du code forestier, incombant au concessionnaire forestier en matière d'infrastructures économiques et des services sociaux
- ✓ 5 relatif aux engagements du concessionnaire sur la spécification des infrastructures, localisation et désignation des bénéficiaires, chronogramme pré visionnaire des infrastructures et des fournitures des services ainsi que les coûts estimatifs y afférent,

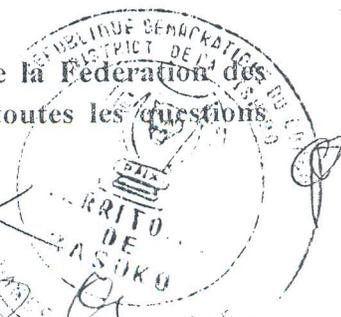


- ✓ 6 relatif aux coûts d'entretien de maintenance des infrastructures selon les dispositions reprises sur l'article 11 du document sous l'analyse,
- ✓ 7 relatif à la responsabilité de l'Etat aux infrastructures scolaires et sanitaires réalisées par la société en faveur de la communauté riveraine,
- ✓ 8 relatif à la volonté de concessionnaire de contribuer soit au transport des fournitures sanitaires et scolaires, soit à la suppléance de prise en charge des personnels des dits services,
- ✓ 9 relatif à l'engagement des membres de la communauté riveraine,
- ✓ 10 relatif aux droits d'usage traditionnel conformément à l'article 44 du code forestier,
- ✓ 11 relatifs à l'institution de fonds de développement pour le financement de la réalisation des infrastructures définies à l'article 4 du document sous l'examen,
- ✓ 12 relatif à la gestion de fonds de développement,
- ✓ 15 relatifs à l'engagement de la communauté locale de concourir à la gestion rationnelle et durable de la concession,
- ✓ 17, 18, 19 relatif à l'engagement de la communauté à la protection de la concession en cas danger, la protection des patrimoines et du personnel de l'exploitant,
- ✓ 20 , 21 relatif au suivi de l'exécution de clause sociale de cahier de charge et des parties prenantes au comité local de suivi,
- ✓ 21, 22, 23,24 relatif aux obligations et droits des comités locaux de suivi et comité local de gestion ainsi que leurs droits,
- ✓ 25, 26 relatif au règlement des litiges

Cet exposé a suscité un intérêt auprès des participants et a été sanctionné par un jeu des questions réponses centré sur les préoccupations suivantes :

- ❖ Questions relatives aux litiges liés au non exécution de cahier des charges précédents pour le Groupement Likombe (écoles et routes) par la société FORABOLA ;
- ❖ La disponibilité de la Sodefor à réaliser tous ses engagements dans les trois groupements qui constituent la première assiette ;
- ❖ Questions relatives aux dispositions réservées par l'arrêté 023 par rapport aux arbres à usage traditionnels ;
- ❖ Questions relatives à la construction et/ou réhabilitation des routes par rapport au fonds de développement local
- ❖ Le contenu de l'alinéa 2 de l'article 9 intitulé : Autres.
- ❖ Questions relatives au recrutement des agents et techniciens locaux
- ❖ Questions relatives aux arbres à usages traditionnel et surtout l'arbre à chenilles, l'arbre pour la fabrication des pirogues, etc.

L'orateur de séance, Monsieur Gabriel MOLA, président de la Fédération des Industrielles du Bois, FIB, a répondu, de façon satisfaisante, à toutes les questions

Lev
X P il S Jamb US


posées et s'est fait complété par Monsieur Richard GARRIGUE, responsable de la certification.

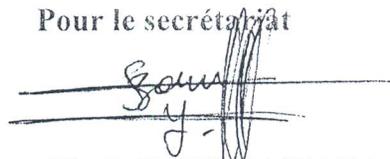
Quant aux arbres à chenilles et pour la fabrication des pirogues, Monsieur Richard Garrigue a fait mention d'une disposition prise entre la société et les communautés locales dans le territoire d'Oshwe, laquelle disposition a déterminé les modalités d'exploitation de ses essences.

V. Synthèse de la journée

Le Modérateur, Monsieur Célestin Raoul BAMONGOYO, a donné lecture de la synthèse des activités et interventions de la journée et levée la séance et cela vers 18 heures 30' tout en invitant toutes les parties prenantes à se présenter dans la salle des négociations demain jeudi 01 septembre 2011 à 8 heures 30 pour la poursuite et la fin des travaux.

Fait à Lileko, le 31 août 2011

Pour le secrétariat



Marie BOUNDAWANA YAIFONO

Chargée des études et questions des savoirs endogènes des peuples autochtones pygmées /OSAPY

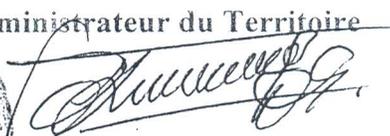
Le Modérateur
Assistant



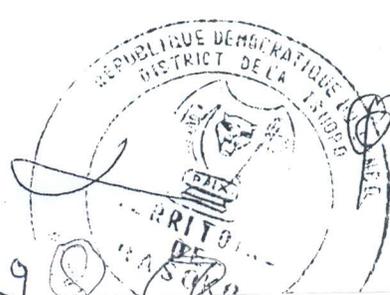
Célestin Raoul BAMONGOYO
MOSONGO



Administrateur du Territoire



Denis ANDAFELO YENGA



Handwritten notes and signatures at the bottom of the page, including the name 'Ses' and various initials and dates.

**PROCES VERBAL DE DESIGNATION DES MEMBRES DU COMITE DE
NEGOCIATION DES COMMUNAUTES DU GROUPEMENT BAHANGA,
CHEFFERIE WAHANGA EN TERRITOIRE DE BASOKO**

L'an deux mille onze, le trente et unième jour du mois d'août, à 11 heures locales, réunis sous le hangar construit à cet effet dans la cour de l'Ecole Primaire Bahonga dans la Localité Lileko, nous, délégués de la Communauté du Groupement BAHANGA pour la négociation des clauses sociales de cahier des charges avec la Société de Développement Forestier, SODEFOR, avons désigné de commun accord et à l'unanimité les personnes dont les noms suivent en qualité de :

1. **Monsieur YENGA BOLITA : Président du Comité de Négociation et**
2. **Monsieur ABANDA DJAMONGO : Vice-président du Comité de Négociation.**

En foi de quoi, nous avons dressé ce procès verbal pour valoir à qui de droit au jour et an que dessus.

LES DELEGUES DE LA COMMUNAUTE DU GROUPEMENT BAHANGA

N°	NOMS ET POSTNOMS	FONCTION	SIGNATURES
01	DJAGI MOTOKALEBO	Chef de village et membre	
02	DJAMBWA KOTAMBOLA	Chef de terre et Membre	
03	BOKOMBO YUMA	Chef de terre et Membre	
04	ABANDA DJAMUNGA	Vice-président CN et Membre	
05	YENGA BOLITA	Président du CN et Membre	
06	KAGINATU BUBU	Chef de terre et Membre	
07	MUSAFIRI Paul	Chef de terre et Membre	
08	MUDJIMBI Gilbert	Chef de terre et Membre	
09	KISILANI Pierre	Chef de terre et Membre	
10	ASAMBWA Célestin	Chef de terre et Membre	
11	SAMEDI MODAKU	Chef de terre et Membre	
12	KOTO Bernard	Chef de terre et Membre	
13	BALINGA PELA	Chef de terre et Membre	
14	MOLIA AMBWA	Chef de terre et Membre	
15	EBOOTA LIMWA	Chef de terre et Membre	
16	TUNA MOTEMA	Membre et Membre	
17	DJAGI MOTOKALE	Membre et Membre	
18	MOSEMA MOKEMA	Membre et Membre	
19	NDJANGI MICHEL	Membre et Membre	

*J.P. NGONDH - BULUBULU
CHIEF DE GROUPEMENT BAHANGA.*



PROCES VERBAL DE LA TROISIEME JOURNEE DE NEGOCIATION DE LA
CLAUSE SOCIALE DE CAHIER DE CHARGE DE LA GARANTIE 20/03 ENTRE LA
société forestière et agricole de la m'bola, FORABOLA ET LES GROUPEMENTS
BAHANGA, ILONGO ET LIKOMBE DANS LE BANGELEMA MONGANDJO
TERRITOIRE DE BASOKO, PROVINCE ORIENTALE.

L'an deux mille onze, le premier jour du mois de septembre, il s'est tenu sous le hangar construit dans la cour de l'Ecole Primaire Bahonga dans la localité de Lileko, la troisième journée des négociations de la clause sociale de cahier de charge entre la société de Développement Forestier, SODEFOR, et les Groupements de Bahanga, Ilongo et Likombe dans le secteur de Bangelema Mongandjo.

La séance de cette journée a commencé par l'accueil des participants suivie d'une brève prière dite par Monsieur Victor Magboloka, catéchiste de Lileko.

Le déroulement des activités de ces assises a été facilité par :

- Modérateur : Monsieur Célestin BAMONGOYO RAOUL Coordonnateur du CDPE (Conseil pour la Défense des droits des communautés et la Protection de l'Environnement),
- Rapporteur : Madame Marie BOUNDAWANA YAIFONO, Chargée des études et des questions de savoir endogènes des peuples autochtones pygmées au sein de l'OSAPY (Organisation d'Accompagnement et d'Appui aux Pygmées),

Les points suivants ont constitué l'ossature de la journée, à savoir :

- I. Lecture et adoption du PV de la journée du 23 Août 2011
- II. Présentation de projets des besoins de trois groupements
- III. Evaluation chiffrée des projets
- IV. Ajustement des budgets
- V. Travail en sous- groupe pour choix des infrastructures dans les trois groupements
- VI. Restitution du travail des sous-groupes à la plénière
- VII. Etablissement de planning des réalisations
- VIII. Lecture synthèse de la journée

I. Lecture et adoption du PV de la journée 31 Août 2011

Madame Marie BOUNDAWANA, rapporteur de la séance a donné l'économie du procès verbal des activités de la journée du 31 Août 2011 à la satisfaction de tous les participants, lequel PV a été adopté moyennant quelques amendements de fond et de forme.

II. Présentation des projets des besoins de trois groupements

Pour ce faire, le modérateur a invité les présidents de comité de négociation de trois groupements de présenter leurs projets des besoins. Notons que, malgré l'explication de cahier des charges et de l'arrêté 023, quelques incompréhensions persistaient pour

[Handwritten signatures and stamps at the bottom of the page, including a circular stamp from the Territoire de Basoko, Province Orientale.]

tant dans la tête de certains membres des communautés. Il a fallu encore donner certains éclaircissements pour lever les équivoques. Cela étant fait, les projets des besoins de trois groupements se présentent de la manière suivante :

1. Groupement Bahanga :

- ✓ Construction de centre de santé plus mobilier
- ✓ Construction d'une école primaire de huit salles plus bureau et mobilier
- ✓ Construction d'une école secondaire de six salles plus un bureau et mobilier
- ✓ Des Eglises plus mobilier et leurs gîtes
- ✓ Ouverture d'une route de Yamomba à Bunga
- ✓ Jeter cinq ponts en matériaux durable dont un sur la rivière Miholi, deux sur la rivière Iohuwa, un sur mosayo et un sur la rivière bunga
- ✓ Installation une rizerie dans chaque localité
- ✓ Installation d'une antenne de radio dans le chef-lieu de groupement Bahanga
- ✓ Construction d'une maison en matériaux durables pour le chef de groupement
- ✓ Octroie de 1000 tôles aux chefs du village
- ✓ 5 presses à briques
- ✓ 2 moteurs hors bord 40ch.
- ✓ 500 machettes
- ✓ 5 rouleaux de câble ancien
- ✓ Aménagement des terrains de foot Ball
- ✓ Construction d'une route qui relie Asada et Mongandjo

2. Groupement Ilongo :

- ✓ Construction d'une école primaire de 6 salles, direction plus installations sanitaires bien équipé à Ilongo I
- ✓ Construction d'une école secondaire de 6 salles, 1 préfecture plus des installations sanitaires à Liambe
- ✓ Forage de 5 puits d'eau dans les cinq villages
- ✓ Construction d'un centre de santé
- ✓ 1 machine décortiqueuse plus un générateur de 10 KW
- ✓ Ouverture Ilongo –Bolikango Mabaya et Bomboma –Liambe
- ✓ Un moteur hors bord Yamaha de 25 cv
- ✓ Construction du pont Longa
- ✓ Construction d'une maison d'accueil de 6 chambres à Ilongo
- ✓ Transport des ayants droits
- ✓ Construction d'une maison de chef de secteur et camps de personnel à Mongandjo
- ✓ Réflexion de maisons des administrateurs au chef – lieu du territoire de Basoko

[Handwritten signatures and initials]



- ✓ Prise en charge d'au moins 5 enfants originaires d'Ilongo aux études supérieures et universitaires

3. Groupement de Likombe :

- ✓ Construction d'une école primaire de 6 salles, plus bureau à Yambomba
- ✓ Un moulin à Yambomba

III. Evaluation chiffrée des projets

Sous la facilitation de monsieur Célestin BAMONGOYO, le modérateur, monsieur Erasme KIAMFU, le représentant de la SODEFOR a été invité pour ce fait. En effet, monsieur Erasme KIAMFU a commencé par illustrer quelques infrastructures réalisées en faveur des communautés riveraines dans d'autres sites et les coûts y afférents en vue de donner aux communautés une idée sur le coût de leur projet. Partant de cette présentation des œuvres réalisées par la société dans d'autres sites, les coûts moyens se présentent comme suit :

1. Pour une école de 6 salles 32000 dollars américains
2. Pour un centre de santé 5155 dollars américains
3. Pour un pont ; le coût moyen est de 8800 dollars américains
4. Pour une route, 3520 dollars américains par kilomètre

Après cette analyse antérieure, monsieur Erasme KIAMFU, le représentant de la SODEFOR a procédé à l'évaluation chiffrée des projets des trois groupements. Ce dernier a pris soin de présenter de manière succincte les valeurs des besoins proposés par les trois communautés dont les coûts se présentent comme suit :

N°	Groupement	Coûts des besoins	Budget réel	Ecart
01	Bahanga	555.523 \$	445.862 \$	- 109.661 \$
02	Ilongo	268.110 \$	50.221 \$	- 217.889 \$
03	Likombe	39.962 \$	28.966 \$\$	- 10.996 \$

I. Travail en sous-groupe pour choix des infrastructures dans les trois groupements

Après l'évaluation participative des projets des besoins de trois groupements (Bahange, Ilongo et Likombe) par monsieur Erasme KIAMFU, le modérateur a accordé 30 minutes aux trois groupements pour analyser et ajuster de budget, faire un choix raisonné des infrastructures ainsi que l'identification de milieux d'implantation.

II. Restitution du travail des sous-groupes à la plénière

A l'issue de la concertation de trois groupements chacun à ce qui le concernait, les présidents des comités des négociations ont présenté tour à tour les résultats de leur concertation dont les contenus maximums se trouvent dans les trois tableaux ci-dessous.



1. Pour le groupement Bahanga :

Village	Bahanga 1	Bahanga 2	Iboi	Basali	Bogbaya	
Infrastructures						
Ecole primaire	42.000 \$	-	-	-	-	-
Ecole secondaire	32.000 \$	-	-	-	-	-
Tôles	850 \$	850 \$	850 \$	-	-	-
Centre de santé	5.300 \$	-	-	-	-	-
Machettes	375 \$	375 \$	375 \$	-	375 \$	-
WC	6.400 \$	-	-	-	-	-
Maison chef groupement	8.000 \$	-	-	-	-	-
Hors bord	9.000 \$	-	-	-	-	-
Maison chef chefferie	-	-	-	8.000 \$	-	-
Machine à brique	200 \$	100 \$	100 \$	100 \$	100 \$	-
Stades	1.560 \$	1.560 \$	1.560 \$	1.560 \$	1.560 \$	-
Routes	-	-	-	-	-	132.000 \$
Rizeries	3.500 \$	3.500 \$	-	-	-	-
Total						262.717 \$

Equilibre financier pour Bahanga

	Crédit	Débit
Fond de développement AAC1	931	97
Fond de développement AAC2	772	85
Fond de développement AAC3		131 010
Fond de développement AAC4		131 149
Total recettes	445 862	
Frais de gestion et de suivi 10%		44 586
Frais d'entretien des infrastructures 5%		13 136
Demandes		262 717
Total Dépenses		320 439
Solde disponible	125 423	

Handwritten signature

Handwritten signature

Handwritten signature

 TERRITOIRE DE BASOUMA

2. Pour le Groupement Ilongo

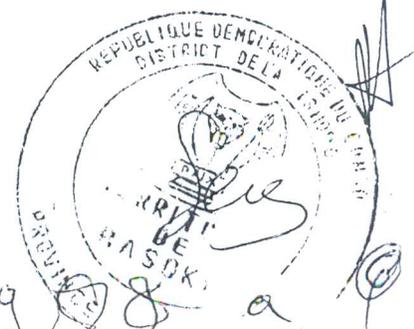
Village	Liambe 1	Ilongo 1	
Infrastructures			
Décortiqueuse	3.500 \$	-	-
Maison de passage	-	8.000 \$	-
Total			11.500 \$

Equilibre financier pour Ilongo

	Crédit	Débit
Fond de développement AAC1	4 625	
Fond de développement AAC2	45 596	
Fond de développement AAC3	-	
Fond de développement AAC4	-	
Total recettes	50 221	
Frais de gestion et de suivi 10%		5 022
Frais d'entretien des infrastructures 5%		575
Demandes		11 500
Total Dépenses		17 097
SOLDE POSITIF	33 124	

3. Pour le groupement Likombe

Village	Yambomba	
Infrastructures		
Ecole primaire	32.400 \$	
Total	-	32.400 \$



Equilibre financier pour Likombe

			Crédit	Débit
Fond de développement AAC1			28 966	
Fond de développement AAC2			-	
Fond de développement AAC3			-	
Fond de développement AAC4			-	
Total recettes			28 966	
Frais de gestion et de suivi 10%				2
			897	
Frais d'entretien des infrastructures 5%				1
			620	
Demandes				32
			400	
Total Dépenses				36
			917	
MANQUANT			-	7 951

III. Etablissement de planning des réalisations

A cette phase, monsieur Erasme KIAMFU, complété par monsieur Richard GUARRIGUE ont procédé à la lecture argumentée de la proposition de plan de réalisation des projets de deux communautés. Moyennant quelques amendements de fond et de forme, les plannings de groupements ont été globalement adoptés. Les détails dans les trois tableaux ci-dessous

PLANNING PREVISIONNEL DES REALISATIONS SOCIO-ECONOMIQUES DU GROUPEMENT ILONGO

	2011		2012				2013				2014			
	3 T	4 T	1 T	2 T	3 T	4 T	1 T	2 T	3 T	4 T	1 T	2 T	3 T	4 T
Décortiqueuse														
Maison de passage Ilongo I														

T P R S

11/28/2011



**PLANNING PREVISIONNEL DES REALISATIONS SOCIO-ECONOMIQUES
DU GROUPEMENT LIKOMBE**

	2011		2012				2013				2014			
	3 T	4 T	1 T	2 T	3 T	4 T	1 T	2 T	3 T	4 T	1 T	2 T	3 T	4 T
Ecole primaire														

**PLANNING PREVISIONNEL DES REALISATIONS SOCIO-ECONOMIQUES DU
GROUPEMENT BAHANGA**

	2011	2012				2013				2014				2015		
	4 T	1 T	2 T	3 T	4 T	1 T	2 T	3 T	4 T	1 T	2 T	3 T	4 T	1 T	2 T	3 T
Centre de santé Bahanga I																
Ecole primaire Bahanga I																
Ecole secondaire Bahanga I																
Machettes																
Rizerie Bahanga I																
Rizerie Bahanga II																
Maison chef de Groupement Bahanga I																
Tôles 3 villages																
Maison chef Chefferie Basali																
Machines à briques																
Moteurs hord bord																
Stade bahanga I																
Stade bahanga 2																
Stade Iboi																
Stade Moboya																
Stade Basali																
Route Yambomba Bunga																

The bottom of the page contains several handwritten signatures and a circular official stamp. The stamp is from the 'REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO' and 'DISTRICT DE LA LOUNGUE', specifically for the 'ARRONDISSEMENT DE BASOKU'. There are also some illegible handwritten notes and initials scattered around the stamp.

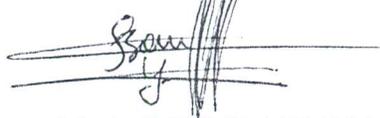
IV. Synthèse de la journée

Le modérateur a fini par faire la lecture de la synthèse des activités de la journée et a invité les différentes communautés de procéder à la constitution des comités de gestion et de suivi qui seront investis le vendredi matin avant la signature des clauses sociales de cahier des charges.

Commencée à 09 heures locales, la séance a été levée à 19 heures.

Fait à Lileko, le 01 septembre 2011

Pour le secrétariat



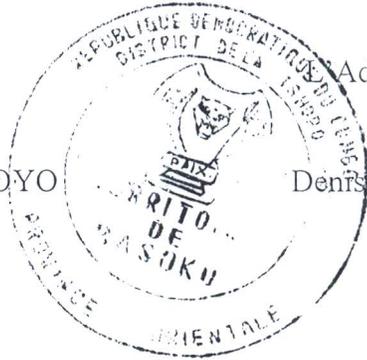
Marie BOUNDAWANA YAIFONO

Chargée des études et questions des savoirs endogènes des peuples autochtones pygmées /OSAPY

Le Modérateur



Celestin Raoul BAMONGOYO



Administrateur du Territoire Assistant



Denis ANDAFELO YENGA MOSONGO



Annexe 10

Plans

Chronogramme

Coûts

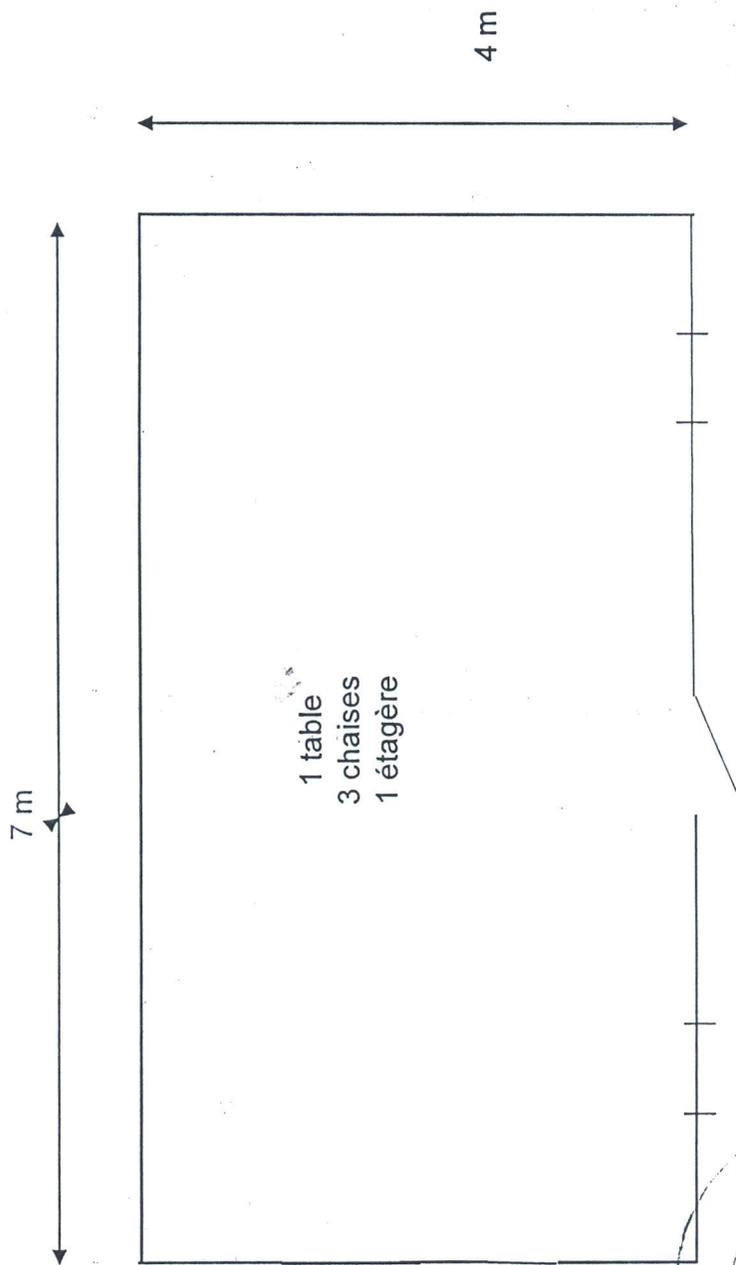
Fond de Développement Prévisionnel

Routes

AAC



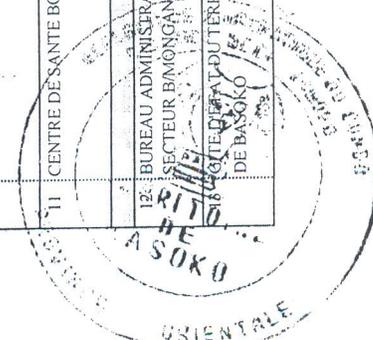
Plan type du bureau du directeur



[Handwritten signature]
[Handwritten initials]
[Handwritten text]

SYNTHESE DES COUTS DE CLOUS, CIMENTS, TÔLES, BANCS SCOLAIRES, PORTES, FENETRES, TABLEUX, CHAISES, ETAGERE SIMPLE, PAUMELLES PORTES

N°	DESIGNATION	Element	Clous	Toles Galvanisées	Sacs ciment	Bancs scolaire	Tableaux	Tables	Chaises	Etagère simple	Briques cuites	Sable mélange	Paumelles portes	Paumelles fenêtres	Charpentes	Chevron	Verroux	Vis à bois	Portes	Fenêtres	Main d'œuvre	COÛT TOTAL	
01	E.P. LILEKOFORABOLA	Qté >	3 \$	10,5 \$	22 \$	90 \$	22 \$	15 \$	10 \$	25 \$	0,75 \$	4 \$	2 \$	1,5 \$	47 \$	5 \$	0,5 \$	0,02 \$	80 \$	66 \$			
		Kgs >	15 107	256	103	144	6	7	9	1	33 795	133 m³	11 paires	352 paires	28	108	71	4 400	7	32		4 965 \$	
		Coût >	139	2 688 \$	2 266 \$	12 960 \$	132 \$	105 \$	90 \$	25 \$	2 534,63 \$	532 \$	22 \$	528 \$	1 316 \$	540 \$	35,5 \$	88 \$	560 \$	2 112 \$		31 916,13 \$	
02	E.P. BOKAU	Qté >	20 004	230	101	144	6	7	9	1	33 795	133 m³	11 paires	352 paires	28	108	71	4 400	7	32		4 965 \$	
		Kgs >	213	2 415 \$	2 222 \$	12 960 \$	132 \$	105 \$	90 \$	25 \$	2 534,63 \$	532 \$	22 \$	528 \$	1 316 \$	540 \$	35,5 \$	88 \$	560 \$	2 112 \$		31 821,13 \$	
		Coût >	639 \$	2 077 \$	2 222 \$	12 960 \$	132 \$	105 \$	90 \$	25 \$	2 534,63 \$	532 \$	22 \$	528 \$	1 316 \$	540 \$	35,5 \$	88 \$	560 \$	2 112 \$		31 245,63 \$	
03	E.P. BOSAU	Qté >	14 625	207	97	144	6	7	9	1	33 795	133 m³	11 paires	352 paires	28	108	71	4 400	7	32		4 965 \$	
		Kgs >	131	2 173,5 \$	2 134 \$	12 960 \$	132 \$	105 \$	90 \$	25 \$	2 534,63 \$	532 \$	22 \$	528 \$	1 316 \$	540 \$	35,5 \$	88 \$	560 \$	2 112 \$		31 245,63 \$	
		Coût >	393 \$	2 173,5 \$	2 134 \$	12 960 \$	132 \$	105 \$	90 \$	25 \$	2 534,63 \$	532 \$	22 \$	528 \$	1 316 \$	540 \$	35,5 \$	88 \$	560 \$	2 112 \$		31 245,63 \$	
04	E.P. BOBATTI	Qté >	6 916	45	19	72	3	4	6	1	18 537	76 m³	06 paires	204 paires	16	60	36	2 520	4	17		2 482 \$	
		Kgs >	53	472,5 \$	418 \$	6 480 \$	66 \$	6	6	25 \$	1 390,28 \$	304 \$	12 \$	306 \$	752 \$	300 \$	18,0 \$	50,4 \$	320 \$	1 122 \$		14 797,18 \$	
		Coût >	159 \$	472,5 \$	418 \$	6 480 \$	66 \$	6	6	25 \$	1 390,28 \$	304 \$	12 \$	306 \$	752 \$	300 \$	18,0 \$	50,4 \$	320 \$	1 122 \$		14 797,18 \$	
05	E.P. BOBAULA	Qté >	15 748	239	76	144	6	7	9	1	33 795	133 m³	11 paires	352 paires	28	108	71	4 400	7	32		4 965 \$	
		Kgs >	129	2 509,5 \$	1 672 \$	12 960 \$	132 \$	105 \$	90 \$	25 \$	2 534,63 \$	532 \$	22 \$	528 \$	1 316 \$	540 \$	35,5 \$	88 \$	560 \$	2 112 \$		31 113,63 \$	
		Coût >	387 \$	2 509,5 \$	1 672 \$	12 960 \$	132 \$	105 \$	90 \$	25 \$	2 534,63 \$	532 \$	22 \$	528 \$	1 316 \$	540 \$	35,5 \$	88 \$	560 \$	2 112 \$		31 113,63 \$	
06	E.P. BOLIKANGO	Qté >	12 317	231	76	144	6	7	9	1	33 795	133 m³	11 paires	352 paires	28	108	71	4 400	7	32		4 965 \$	
		Kgs >	146	2 425,5 \$	1 672 \$	12 960 \$	132 \$	105 \$	90 \$	25 \$	2 534,63 \$	532 \$	22 \$	528 \$	1 316 \$	540 \$	35,5 \$	88 \$	560 \$	2 112 \$		31 079,13 \$	
		Coût >	437 \$	2 425,5 \$	1 672 \$	12 960 \$	132 \$	105 \$	90 \$	25 \$	2 534,63 \$	532 \$	22 \$	528 \$	1 316 \$	540 \$	35,5 \$	88 \$	560 \$	2 112 \$		31 079,13 \$	
07	E.P. BOMBOMA	Qté >	10 670	265	63	144	6	7	9	1	33 795	133 m³	11 paires	352 paires	28	108	71	4 400	7	32		4 965 \$	
		Kgs >	140	2 782,5 \$	1 386 \$	12 960 \$	132 \$	105 \$	90 \$	25 \$	2 534,63 \$	532 \$	22 \$	528 \$	1 316 \$	540 \$	35,5 \$	88 \$	560 \$	2 112 \$		31 133,63 \$	
		Coût >	420 \$	2 782,5 \$	1 386 \$	12 960 \$	132 \$	105 \$	90 \$	25 \$	2 534,63 \$	532 \$	22 \$	528 \$	1 316 \$	540 \$	35,5 \$	88 \$	560 \$	2 112 \$		31 133,63 \$	
08	E.P. BAONDE	Qté >	6 454	264	80	144	6	7	9	1	33 795	133 m³	11 paires	352 paires	28	108	71	4 400	7	32		4 965 \$	
		Kgs >	122	2 772 \$	1 760 \$	12 960 \$	132 \$	105 \$	90 \$	25 \$	2 534,63 \$	532 \$	22 \$	528 \$	1 316 \$	540 \$	35,5 \$	88 \$	560 \$	2 112 \$		31 443,13 \$	
		Coût >	366 \$	2 772 \$	1 760 \$	12 960 \$	132 \$	105 \$	90 \$	25 \$	2 534,63 \$	532 \$	22 \$	528 \$	1 316 \$	540 \$	35,5 \$	88 \$	560 \$	2 112 \$		31 443,13 \$	
COÛT MOYEN PAR ECOLE SUR 07 ECOLES DE 6 CLASSES ET 1 ECOLE DE 3 CLASSES CONSTRUITES =																							31 273 \$
10	CENTRE DE SENTE BOLIK	Qté >	2 096	50	20		2	3	1	15 000	90 m³	11 paires	19 paires	6	26	18	512	6	9				
		Kgs >	29	525 \$	440 \$		*	*	*	*	1 125 \$	360 m³	22 \$	28,5 \$	282 \$	130 \$	9 \$	10,24 \$	480 \$	594 \$		5 339,24 \$	
		Coût >	86 \$	525 \$	440 \$		*	*	*	*	1 125 \$	360 m³	22 \$	28,5 \$	282 \$	130 \$	9 \$	10,24 \$	480 \$	594 \$		5 339,24 \$	
11	CENTRE DE SENTE BOKAI	Qté >	623	50	4		2	3	1	15 000	90 m³	11 paires	19 paires	6	26	18	512	6	9				
		Kgs >	23	525 \$	88 \$		*	*	*	*	1 125 \$	360 m³	22 \$	28,5 \$	282 \$	130 \$	9 \$	10,24 \$	480 \$	594 \$		4 970,74 \$	
		Coût >	69 \$	525 \$	88 \$		*	*	*	*	1 125 \$	360 m³	22 \$	28,5 \$	282 \$	130 \$	9 \$	10,24 \$	480 \$	594 \$		4 970,74 \$	
12	BUREAU ADMINISTRATIF	Qté >	3 572	112	10		*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*			
		Kgs >	45	1 176 \$	220 \$		*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*		2 676 \$	
		Coût >	135 \$	1 176 \$	220 \$		*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*		2 676 \$	
DEPART D'ANTANANARIVANA																							
MADRIERS 2,675 m³ 6,468 m³																							
		Kgs >	0	160	15																		
		Coût >	37,5	1 680 \$	330 \$																	1 090 \$	3 212,50 \$



XO s e sur U x8 \$ 96 22 a 0
 fan

PLANNING PREVISIONNEL DES REALISATIONS SOCIO-ECONOMIQUES DU GROUPEMENT BAHANGA

	2011				2012				2013				2014				2015		
	4e tri	1er tri	2e tri	3e tri	4e tri	1er tri	2e tri	3e tri	4e tri	1er tri	2e tri	3e tri	4e tri	1er tri	2e tri	3e tri			
Centre de santé Bahanga 1																			
Ecole primaire 8 salles																			
Bahanga 1, bureau, WC																			
Ecole secondaire 6 salles																			
Bahanga 1, bureau, WC																			
Machettes																			
Rizerie Bahanga 1																			
Rizerie Bahanga 2																			
Maison chef grt Bahanga 1																			
Tôles 3 villages																			
Maison chef Chefferie à Basali																			
Machines à briques																			
Machines à briques																			
Moteur 40 CV (2)																			
Stade Bahanga 1																			
Stade Bahanga 2																			
Stade Iboi																			
Stade Mobaya																			
Stade Basali																			
Route Yambomba -Bunga																			



Handwritten signature and notes:
 X Os a (un) / 2013 (2013)
 2013

**PRODUCTION PREVISIONNELLE DES 4 PREMIERES AAC DE LA GARANTIE
SODEFOR 20/03**

DISTRICT : TSHOPO		GROUPEMENT : BAHANGA				
TERRITOIRE : BASOKO						
Classe	Nom commercial	AAC 1 Production Annuelle	AAC 2 Production Annuelle	AAC 3 Production Annuelle	AAC 4 Production Annuelle	TOTAUX Production Totale
	Surface	4.953	4.338	6.626	6.633	
V	AFRORMOSIA	2.372	2.078	3.174	3.177	10.800
	BOSSE CLAIR	1.325	1.160	1.773	1.774	6.032
	DIBETOU	1.177	1.031	1.575	1.577	5.360
	IROKO	3.220	2.820	4.307	4.312	14.658
	PADOUK	1.827	1.601	2.445	2.447	8.320
	SAPELLI	2.885	2.527	3.860	3.864	13.136
	SIPO	2.128	1.864	2.846	2.849	9.687
	TIAMA	925	810	1.237	1.239	4.211
	TOLA	8.030	7.033	10.743	10.754	36.560
	TOTAUX	23.890	20.923	31.959	31.993	108.765



[Handwritten signature]

[Large handwritten signature and scribbles]

**RESSOURCES PREVISIONNELLES DU FOND DE DEVELOPPEMENT DES 4 PREMIERES AAC DE
LA GARANTIE 20/03 BASOKO**

DISTRICT : TSHOPO
TERRITOIRE : BASOKO

GROUPEMENT : BAHANGA

Classe	Nom commercial	Valeur au m ³	AAC 1		AAC 2		AAC 3		AAC 4		TOTAL	
			Production Annuelle	Valorisation en \$	Production Totale	Valorisation en \$						
V	AFRORMOSIA	5	2.372	11.861	2.078	10.389	3.174	15.868	3.177	15.885	10.800	54.002
I	BOSSE CLAIR	4	1.325	5.300	1.160	4.642	1.773	7.090	1.774	7.098	6.032	24.130
	DIBETOU	4	1.177	4.709	1.031	4.124	1.575	6.300	1.577	6.307	5.360	21.440
	IROKO	4	3.220	12.878	2.820	11.279	4.307	17.228	4.312	17.246	14.658	58.632
	PADOUK	4	1.827	7.310	1.601	6.402	2.445	9.779	2.447	9.789	8.320	33.280
	SAPELLI	4	2.885	11.541	2.527	10.108	3.860	15.440	3.864	15.456	13.136	52.545
	SIPO	4	2.128	8.511	1.864	7.454	2.846	11.386	2.849	11.398	9.687	38.749
	TIAMA	4	925	3.700	810	3.241	1.237	4.950	1.239	4.955	4.211	16.846
TOLA	4	8.030	32.121	7.033	28.132	10.743	42.970	10.754	43.016	36.560	146.239	
	TOTAUX		23.890	97.931	20.923	85.772	31.959	131.010	31.993	131.149	108.765	445.862



Handwritten signature and notes on the right side of the page.

Village	Centre de santé équipé	Ecole primaire de 8 salles	Bureau	Sanitaire	Ecole secondaire de 6 salles	Bureau	WC	Machettes	rizerie	maison chef groupement	tôles bg 28 chefs	maison chef chefferie	machines à briques	moteurs 40 CV	stade	Routes
BAHANGA 1	1	1	1	18	1	1	14	125	1	1	50		2	2	1	
BAHANGA 2								125	1		50		1		1	
IBOI								125			50		1		1	
BOGBAYA								125					1		1	
BASALI										1					1	
Total	1		1	18	1	1	14	500	2	1	150	1	5	2	5	
Prix unitaire	5.300		42.667	200		32.000	200	3	3.500	8.000	17	8.000	100	4.500	1.560	
Prix total	5.300		42.667	3.600		32.000	2.800	1.500	7.000	8.000	2.550	8.000	500	9.000	7.800	132.000

TOTAL 262.717

Construction écoles, centres de santé, maisons : briques cuites, pavement ciment, couverture en tôles BG 32, par classe : 24 bancs/tables, 1 bureau, 1 chaise, 1 tableau.

Equilibre financier Groupement Bahanga

	Crédit	Débit
Fond de développement AAC1	97.931	
Fond de développement AAC2	85.772	
Fond de développement AAC3	131.010	
Fond de développement AAC4	131.149	
Total recettes	445.862	
Frais de gestion et de suivi 10%		44.586
Frais d'entretien des infrastructures 5%		13.136
Demandés		262.717
Total Dépenses		320.439

Solde disponible 125.423

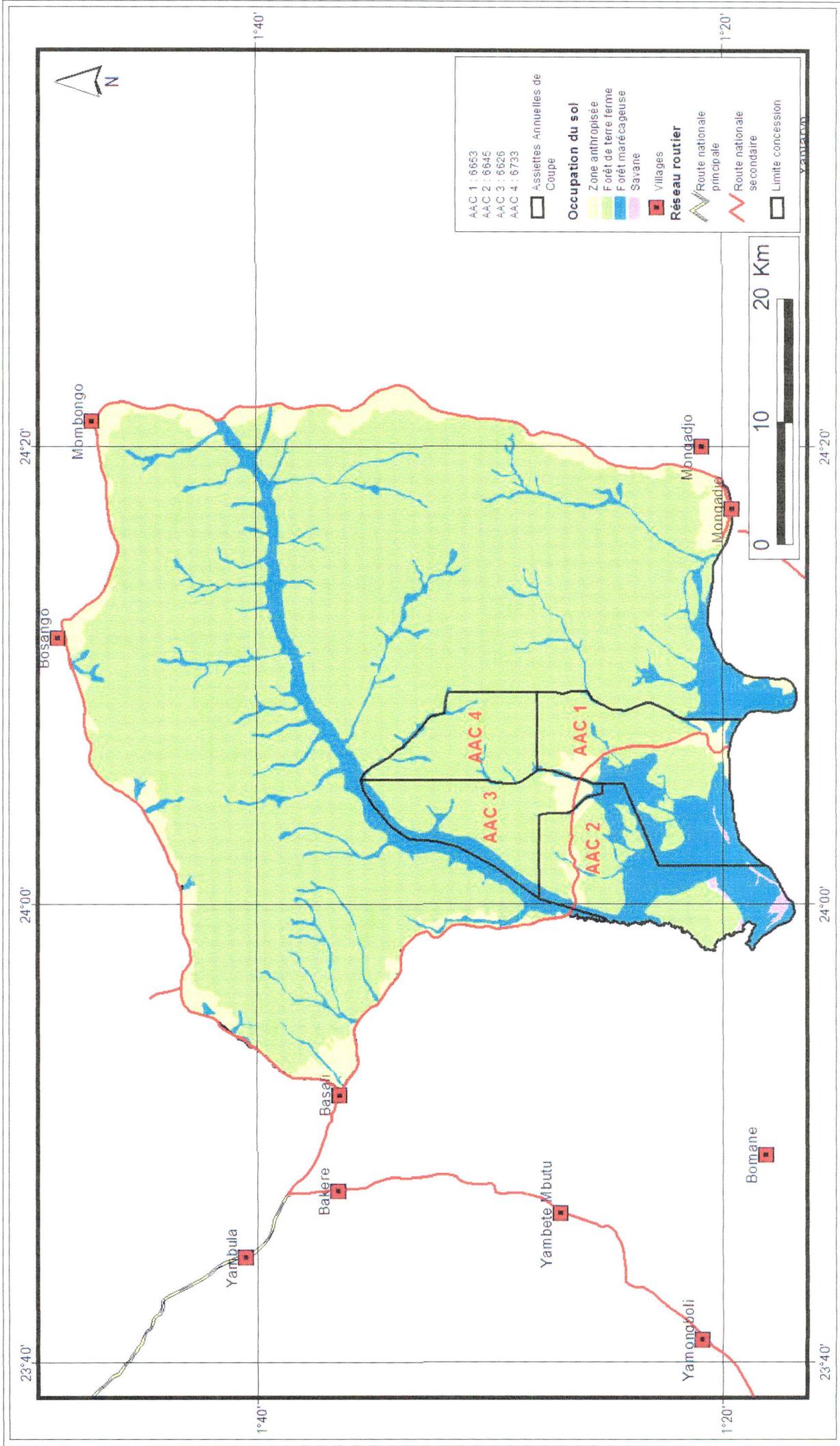


[Handwritten signature]

[Large handwritten signature]



République Démocratique du Congo
Positionnement des 4 premières AAC
Concession SODEFOR 20/03 - Basoko



Source: Images Landsat 177/59 du 26/12/2002

Kinshasa, 11 Juillet 2011

Annexe 11

Programme prévisionnel d'entretien



Programme prévisionnel chiffré d'entretien et de maintenance des infrastructures socio-économiques

Nature et coût des entretiens

Routes :

Pour les routes d'exploitation, l'entretien est de la responsabilité du concessionnaire forestier

Pour les routes de désenclavement, l'entretien sera assuré dans la mesure du possible par des travaux de cantonnage assurés par les populations riveraines
Ces opérations de cantonnage seront effectués les jours de salongo promulgués par l'autorité compétente

Infrastructures de santé et éducatives

En ce qui concerne le matériel équipant les écoles, il faut prévoir :

Remplacement des tableaux tous les deux ans soit : $6 \times 22 \$ = 132 \$$

Remplacement en moyenne de deux bancs par an (cassés) soit : $2 \times 90 \$ = 180 \$$

[Handwritten signatures and notes at the bottom of the page]

Annexe 12

Exercice par la Communauté Locale des Droits d'Usage Traditionnels



See



Exercice par la Communauté Locale des droits d'usage traditionnels

Conformément à l'article 44 du code forestier, le concessionnaire forestier s'engage à respecter l'exercice par la communauté locale des droits d'usage forestiers lui reconnus par la loi notamment :

- le prélèvement du bois de chauffe et sticks pour la construction.
- la récolte des fruits sauvages, chenilles et champignons
- la récolte des plantes médicinales
- la pratique de la pêche et de la chasse coutumière.

La présente annexe définit les règles selon lesquelles s'exercera ce droit.

1° Prélèvement du bois de chauffe et sticks pour la construction.

La SODEFOR s'engage à garantir l'exercice de ce droit de la manière suivante :

a) La communauté locale a le droit de prélever tout bois mort sur toute l'étendue de la concession.

Elle a également le droit de récupérer en forêt, les déchets de grumes ainsi que le reste de branches des arbres exploités par la SODEFOR, à l'exception des souches elles-mêmes.

b) De même, la communauté locale a le droit de couper pour besoin de construction, tout stick, sur toute l'étendue de la concession.

c) Néanmoins, pour des raisons évidentes de sécurité, la communauté évitera d'exercer ces droits dans les blocs où l'exploitation est en cours.

d) Afin d'assurer aux communautés locales une réserve foncière pour leurs futures activités agricoles, elle sera délimitée, en concertation avec elles-mêmes, une zone affectée au développement rural.

Cette zone comprendra les défrichements actuels ainsi qu'une partie des forêts de terre ferme.

Annexe 05 : Modalités d'exercice des droits d'usage

Dans ces zones, outre les activités agricoles, les communautés locales pourront aussi effectuer les prélèvements destinés au bois de chauffe, à la fabrication de charbon de bois (makala) ou à la construction.

La production de bois d'œuvre pourra y être pratiquée, en particulier dans le but de récupérer du bois d'œuvre sur des zones en cours de défrichement, en concertation avec les populations et avec l'accord préalable de l'administration forestière.

e) Conformément au Guide Opérationnel fixant les normes d'affectation des terres, le plan d'aménagement, en cours d'élaboration prévoira, 3 séries :

- La série de conservation qui garantit la protection de zones à haute valeur écologique ;
- La série de protection des zones sensibles : corridors de protection pour les cours d'eau (protection des berges), fortes pentes, sols sensibles à l'érosion... ;
- La série de production ligneuse correspondant aux zones destinées à la production forestière industrielle

Dans ces 3 séries, hormis le bois mort, tout prélèvement est interdit.

2° Récolte des produits forestiers autres que le bois : fruits chenilles, champignons et plantes médicinales

a) Afin de garantir le plein exercice de ce droit par la Communauté locale, la SODEFOR s'engage à mettre en place une équipe socio-économique qui aura pour mission d'établir, avec la Communauté locale, la liste des produits forestiers autres que le bois d'œuvre.

Il s'agira en particulier :

- de produits forestiers à usage alimentaire (fruits, chenilles, champignons ...)
- de produits forestiers à usage médicinal (feuilles, écorces, racines ...)
- de produits forestiers destinés à usage artisanal ou service (feuilles, lianes, tiges...)

b) Après identification de ces produits, l'équipe socio-économique définira, avec la Communauté locale des règles acceptables (périodes, distances de récoltes etc.)

[Handwritten signatures and marks at the bottom of the page]

permettant à la Communauté locale d'exercer pleinement ces droits, sans toutefois gêner la SODEFOR dans ces activités d'exploitation.

c) Néanmoins, pour des raisons évidentes de sécurité, la communauté évitera d'exercer ces droits dans les blocs où l'exploitation est en cours.

3° Pratique de la chasse et de la pêche coutumières .

Conformément au Code Forestier, la SODEFOR s'engage à garantir à la Communauté locale l'exercice du droit de pêche et de la chasse coutumière, sur toute l'étendue de sa concession.

a) Cependant l'exercice de ce droit devra se faire dans les conditions définies par, l'arrêté n°014 du 24 avril 2004 relatif aux mesures d'exécution de la loi n° 82-002 portant réglementation de la chasse d'une part et, d'autre part, dans le respect des conventions internationales ratifiées par la RDC sur la protection des espèces menacées, en particulier la CITES.

b) Seront ainsi affichés dans différents lieux publics, en particulier au bureau du Comité de Gestion la liste des espèces animales qui ne peuvent être chassées.

c) En tout état de cause, la SODEFOR interdit à ses agents et à ses véhicules le transport d'arme de chasse et de viande de brousse.

d) La Communauté locale s'engage à signaler toute personne qui s'adonne à la chasse ou pêche illégale dans la concession.

4° Prélèvement de tiges de tola pour la construction de pirogues

S'agissant du prélèvement de tiges de tola par la communauté locale pour la construction de pirogue, les deux parties conviennent d'identifier ensemble quinze tiges par village dans chaque assiette à réserver pour cette fin.

[Handwritten signatures and marks at the bottom of the page]